

SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

N°152

AVRIL-MAI 2011

INTERVIEW
Isabella Masinde :
"Des forêts
qui rapportent"

INTERPROFESSIONS
**Pour
des filières
plus compétitives**

IGNAME
**Un succès
en ville**

GESTION POST-RÉCOLTE

Sus au gaspillage !



CTA

Partageons les connaissances au profit des communautés rurales



L'agriculture évolue

SPORE FAIT SA RÉVOLUTION



<http://spore.cta.int>



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT !

Tous les deux mois, retrouvez l'essentiel de l'information agricole des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Titre M. Mme Melle Prof Dr Ing SP411

Prénom Nom

Nom de l'organisation Département

Adresse postale ou rue + numéro

Ville Pays

Email Je souhaite recevoir Spore en : français anglais portugais

A envoyer à : Spore, CTA, PO Box 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas.

Un abonnement gratuit à Spore/Esporo est offert à toute organisation ou ressortissant d'un Etat membre de l'UE ou d'un pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) impliqué dans le développement agricole et rural. Les personnes qui ne répondent pas à ces critères peuvent acheter le magazine auprès de notre distributeur commercial, SMI. L'achat peut être réalisé en ligne (www.earthprint.com), par e-mail à l'adresse cta@earthprint.co.uk ou par voie postale (SMI, PO Box 119, Stevenage, Hertfordshire, SG1 4TP Royaume-Uni).

INTERPROFESSIONS



Pour des filières plus compétitives

4

À LA UNE

ISABELLA MASINDE



Des forêts qui rapportent

12

INTERVIEW



GESTION POST-RÉCOLTE

Sus au gaspillage !

13

DOSSIER

- 4 | À la une
- 6 | Actualités
- 7 | Agriculture
- 8 | Élevage et pêche
- 9 | Environnement
- 10 | Recherche
- 11 | Entreprise et commerce
- 12 | Interview

13 | DOSSIER
Gestion post-récolte

Préserver les récoltes, une action indispensable pour améliorer ses revenus

17 | Point de vue
Umezuruike Linus Opara : savoirs locaux et high-tech

Quand les technologies s'inspirent des méthodes traditionnelles

18 | Reportage
Bénin : manioc séché, manioc préservé

Un tubercule séché vaut mieux qu'une récolte gâchée

20 | Focus :
Igname

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

Éditorial

Agriculture, nutrition et santé sont interconnectées de nombreuses façons. L'agriculture produit les aliments qui fournissent des calories et les micronutriments essentiels à une vie saine et productive. À son tour, l'état de santé des travailleurs agricoles conditionne lourdement la productivité agricole.



Près d'un milliard de personnes souffrent de la faim, tandis que le régime alimentaire d'un autre milliard d'individus est carencé en micronutriments vitaux. Ceci affecte leur santé et leur productivité. La sous-nutrition est la cause sous-jacente d'un décès sur trois parmi les enfants en bas âge. Une mauvaise alimentation durant la grossesse, l'allaitement et la petite enfance a des effets graves et durables sur la santé et le bien-être des adultes.

À l'autre bout de l'échelle, un milliard de personnes sont exposées à des régimes générateurs d'obésité et d'affections non transmissibles : diabète ou maladies cardio-vasculaires.

Les pratiques agricoles ont également un impact direct sur la santé humaine – à travers, par exemple, les pesticides, qui sont nocifs pour les humains, les maladies infectieuses qui touchent le bétail et les populations.

En dépit des liens forts entre agriculture, nutrition et santé, il y a très peu d'interactions entre les décideurs politiques et les agents de développement œuvrant dans ces secteurs.

Une conférence organisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) intitulée *Tirer parti de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé*, qui s'est tenue au mois de février en Inde, a tenté de remédier à cette situation en réunissant des experts des trois secteurs venus du monde entier.

Certains secteurs clés ont été identifiés pour des actions à suivre : combler le déficit de connaissances, recourir à des stratégies de communication efficaces pour sensibiliser les populations, bâtir passerelles et réseaux – autant de sujets majeurs au coeur même de l'action du CTA !

Michael Hailu
Directeur du CTA

INTERPROFESSIONS

Pour des filières plus compétitives

Interlocuteurs privilégiés des pouvoirs publics, les organisations interprofessionnelles apparaissent comme les mieux à même de défendre les intérêts des filières qu'elles représentent. Dans les pays ACP, elles se renforcent petit à petit, surtout dans le secteur des produits d'exportation.

À l'heure où la planification des politiques agricoles et le développement de la production sont plus que jamais à l'ordre du jour, l'existence d'organisations interprofessionnelles fortes et structurées est un atout important pour les États comme pour les agriculteurs. Reconnues par les États, ces interprofessions réunissent, en effet, tous les acteurs d'une même filière et sont les interlocuteurs privilégiés des gouvernements. Elles défendent auprès d'eux les intérêts de tous les secteurs de leur filière, du producteur au commerçant, en passant par les transformateurs. Diverses selon leur histoire et leur contexte, et aussi par leurs ressources et leur structuration, elles pèsent plus ou moins sur les politiques nationales mais semblent de plus en plus indispensables à l'émergence d'une production agricole accrue et compétitive.

sur la concertation entre les différentes parties prenantes concernées par un produit agroalimentaire en particulier (au Burkina Faso, par exemple, les tables filières lait, banane, karité ou viande).

Outre leurs histoires et origines, les OIP diffèrent selon les secteurs concernés : filières d'exportation souvent anciennement administrées par l'État (café, cacao, coton), filières vivrières nationales (céréales), filières courtes et localisées (oignon, tomate industrielle).

Le plaidoyer auprès des gouvernements pour le soutien de leur filière et la participation à la formulation de politiques agricoles sont les rôles les plus importants des interprofessions. Beaucoup d'OIP ont d'ailleurs été créées à l'initiative de gouvernements soucieux d'avoir un nombre restreint d'interlocuteurs représentatifs d'une filière. ►

La filière coton, du champ à la fibre

Histoires et modèles divers

Organisations interprofessionnelles (OIP), "interprofessions", "Boards", "tables filières" recouvrent des structures similaires, dont les histoires diffèrent. Les "interprofessions" privées sont organisées sur le modèle français. Elles regroupent généralement tous les acteurs d'une même filière comme, au Sénégal, le Comité national interprofessionnel de la filière du riz local (CIRIZ) qui représente le riz local – il comprend les représentants des producteurs, des industriels, des institutions financières, des fournisseurs d'intrants, des négociants, des consommateurs, des fournisseurs de services agricoles, des institutions publiques et des acteurs du développement.

Les "Boards", sur le modèle anglo-saxon, sont généralement des émanations de l'État, qui y associe le secteur privé. Ils sont surtout présents dans les filières d'exportation, comme le Coffee Industry Board (CIB) en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou l'Office du café du Burundi (ou Burundi Coffee Board, OCIBU), dont la mission principale est de promouvoir la caféiculture au Burundi, l'élaboration des normes de qualité du café et leur respect par tous les intervenants. Ils ont des prérogatives importantes : réglementation de la mise en marché, gestion de la qualité, production d'informations sur la filière, etc.

Les "tables filières", issues du modèle canadien, présentes dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, misent



► Elles permettent aussi l'intégration des privés, souvent oubliés dans la mise en place des politiques.

Chaque structure se donne des missions spécifiques en fonction du produit et de la conjoncture locale. Pour les horticulteurs du Zimbabwe, c'est la logistique et l'organisation de la filière qui sont les points les plus importants. La Fédération des groupements interprofessionnels de la viande au Mali (FEBEVIM) a un temps axé son action sur la suppression des taxes illicites qui pénalisaient les exportations. Créée en 2004 au Ghana, l'Interprofession riz (Ghana Rice Interprofessional Body, GRIB), qui regroupe plus de 8 000 intervenants, vise le développement de la production et promeut l'amélioration de la qualité du riz local. Elle a obtenu du gouvernement qu'il adopte une taxe spéciale à l'importation, rendant le riz ghanéen concurrentiel sur les marchés urbains.

Quelles ressources pour l'avenir ?

Une réflexion collective menée largement en amont du montage de l'OIP semble indispensable à toute réussite. Plus le secteur est structuré au départ, avec des organisations solides, des intervenants qui se connaissent et se reconnaissent, un cadre juridique favorable, plus l'OIP a des chances d'être vite opérationnelle. Coopératives, organisations de producteurs, transformatrices, commerçants, chacun est concerné. Autre atout de taille, des femmes et des hommes qui aient un vrai sens politique et sachent faire primer les enjeux communs.

Mais même si elles réunissent toutes ces conditions, les interprofessions rencontrent souvent d'importantes difficultés. Ainsi, dire que l'État les reconnaît ne signifie pas qu'elles sont écoutées... Il agit souvent en fonction des enjeux stratégiques dont la filière est porteuse : importance dans la sécurité alimentaire, source de devises et/ou d'emplois, répartition "équitable" des revenus aux producteurs, etc.

Par ailleurs, il n'est pas toujours facile de maintenir des équilibres au sein même des OIP, où les acteurs les plus fragiles – petits producteurs, transformatrices, etc. – n'ont pas le même poids que les plus influents comme les commerçants. Enfin, la question des ressources est une difficulté majeure. Les plus chanceuses ont une aide extérieure (bailleurs de fonds) ou des taxes spécifiques décidées par leurs États – à l'instar du GRIB, qui assure les formations qualité de ses membres grâce à la taxe sur les importations de riz. Mais la plupart des interprofessions ne disposent que des cotisations de leurs associations membres. En l'absence de moyens suffisants, les responsables ne peuvent être payés et les structures ont du mal à fonctionner.

Dépasser l'échelle nationale

Des interprofessions commencent aussi à voir le jour au niveau régional : les filières avicoles de huit pays de la Commission de

la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) s'organisent pour limiter la concurrence des poulets congelés importés et rentabiliser les productions locales. Elles ont créé, en 2009, l'Interprofession avicole régionale de la zone CEMAC (IPAR-CEMAC). Valoriser la qualité des produits est aussi un cheval de bataille des OIP. C'est le cas de la table filière karité au Burkina Faso, qui axe son message sur l'amélioration des conditions de mise en marché du karité, ou des cafés spéciaux en République dominicaine. Mais au-delà de l'approche qualité, les interprofessions s'intéressent de plus en plus aux indications géographiques. Le Conseil interprofessionnel du cacao et du café du Cameroun (CICC) est ainsi un partenaire éminent dans la réflexion sur les enjeux de celles-ci dans ce pays. Ces démarches, qui nécessitent des organisations de producteurs établies et des environnements institutionnels forts, pourraient constituer des axes de développement stratégiques pour les interprofessions. ■

Pour aller plus loin

Coffee Industry Corporation of Papua New Guinea

<http://tinyurl.com/64sccmk>

Conseil interprofessionnel du cacao et du café du Cameroun

www.cicc-cameroun.org

CTA

• Comment créer une coopérative : initiatives économiques des agriculteurs

Par R. Koopmans
CTA/Agromisa, 2006
CTA n° 1335
5 unités de crédit

Atelier CTA-ORIGIN-ONCC sur les enjeux liés aux indications géographiques pour les filières café et cacao au Cameroun
<http://tinyurl.com/69fju45>

FAO

• Les associations interprofessionnelles sont-elles un outil de développement des filières ?

<http://tinyurl.com/62b9fnm>
Rapport de l'Atelier de création et de lancement de l'interprofession avicole en Afrique centrale (IPAR-CEMAC)
<http://tinyurl.com/5r5a5pr>

Inter-Réseaux développement rural

Dossier de *Grain de sel* n° 44 :
Les organisations interprofessionnelles
<http://tinyurl.com/69yxjw5>

• Panorama des organisations interprofessionnelles dans le monde.

Par Guillaume Duteurtre
<http://tinyurl.com/6xz9btv>

Office du café du Burundi

www.burundicoffee.com



© J. Sizonou



Terrasses cultivées sur l'île de Santo Antão au Cap-Vert
© P. Gléizes/REA

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Cap-Vert plus vert

■ Le Cap-Vert récolte les fruits des longues années d'efforts de sa révolution verte avec d'importants investissements dans l'irrigation, les infrastructures, la commercialisation et le contrôle des ravageurs. Dans un pays dont la sécurité alimentaire est traditionnellement menacée par de graves périodes de sécheresse et de famine, aujourd'hui, de nombreux bassins hydrographiques et barrages, par exemple, sont opérationnels.

l'île de Santo Antão, la plus productive de l'archipel, est aussi un bel exemple de réussite. Au cours des vingt-cinq dernières années, la croissance de l'agriculture y a été entravée par l'embargo sur la commercialisation de ses produits agricoles, du fait de la présence de millipèdes (diplopodes). Ces ravageurs avaient ainsi porté préjudice à près de 7 000 agriculteurs. L'embargo a été levé cette année, grâce à l'adoption de mesures durables de contrôle des ravageurs. Parmi ces mesures, la formation d'inspecteurs et la mise en place d'un centre de stockage post-récolte assurant le contrôle des ravageurs et le suivi de la fraîcheur et de la qualité des produits. Cette île dispose des meilleures conditions d'accès à l'eau de l'archipel et espère pouvoir exporter près de 3 500 t de sa production vers les autres îles d'ici deux ans.

FORÊTS

L'année internationale en ligne

L'Année internationale des forêts 2011, décidée par les Nations unies, s'est dotée d'un site Web qui rassemble toutes les informations sur les événements prévus, ainsi que de nombreuses ressources sur la gestion des forêts et leur préservation. Ce site se veut également un espace interactif de dialogue.

<http://tinyurl.com/6eumr7a>

BIODIVERSITÉ

L'éclairage des experts

La Plate-forme scientifique et politique intergouvernementale sur la biodiversité et les services de l'écosystème (IPBES) est désormais opérationnelle et tiendra sa première réunion d'ici juin prochain. À l'image du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le domaine climatique, ce groupe d'experts a pour vocation d'améliorer la diffusion des connaissances sur la biodiversité et sa dégradation. Il publiera des rapports de synthèse des connaissances actuelles sur la question afin d'améliorer la prise de conscience et de décision des citoyens et des instances politiques.

CONSEILS

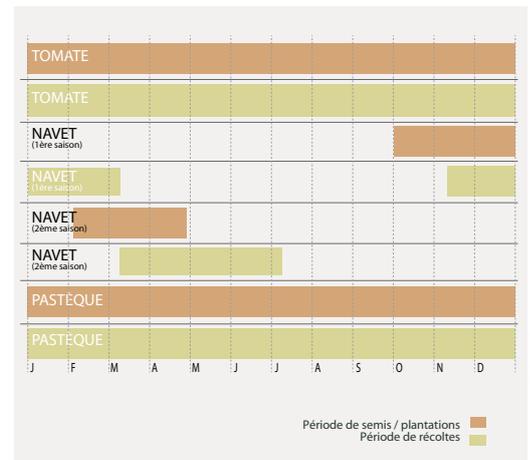
Jour après jour

■ La FAO a lancé un calendrier de consultation rapide, destiné à 43 grands pays africains. Cet outil Internet couvre plus de 130 cultures, des haricots à la bette-rave et du blé à la pastèque. Il recommande lesquelles planter et à quel moment, en tenant compte des différents types de zones agricoles.

Le calendrier vise à aider les agriculteurs à planifier des cultures adaptées à leur environnement et peut contribuer à aider les agents du développement à mettre en place une assistance semencière après les catastrophes naturelles ou humaines. Il peut aussi être rapidement consulté pour choisir des variétés culturales adaptées aux changements des régimes climatiques, ou des variétés de semences triées et testées susceptibles de fournir les meilleurs résultats.

Le calendrier couvre 283 zones agro-écologiques, représentant la richesse et la variété de l'écologie africaine, ainsi que les défis que sont la dégradation des terres, l'avancée du sable et les inondations. On estime à 50 % l'augmentation globale des rendements sur les dix dernières années grâce à l'amélioration de la qualité des semences. Les autres 50 % sont imputables à de meilleures pratiques d'irrigation et de gestion de l'eau.

<http://tinyurl.com/3yt4ceg>



Un calendrier culturel en ligne

LABELS

Fleurs "équitables"

Le label FLP (Flower Label Programme) a été créé pour soutenir une production florale respectueuse des aspects sociaux et environnementaux. Ce label du commerce équitable est décerné aux fleurs cultivées par des travailleurs jouissant de droits syndicaux. Il certifie aussi que les salaires sur les plantations sont corrects, que les salariés bénéficient de contrats longue durée et d'un système de sécurité sociale et qu'ils sont protégés des pesticides.



© BecA

RECHERCHE

Sciences sans frontières

Hébergé et géré par l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), le Centre des biosciences d'Afrique de l'Est et centrale (BecA) a ouvert ses portes à Nairobi. Il met à la disposition des chercheurs les technologies de pointe qui leur permettront de travailler ensemble, par-delà les frontières institutionnelles, nationales et disciplinaires. Outre les questions liées au bétail, le Centre se concentre sur certaines des problématiques agricoles majeures en Afrique : sécheresses, ravageurs, maladies, adventices, aliments dangereux pour la santé, entre autres. Les chercheurs du Centre BecA tentent à l'heure actuelle de développer des cultures alimentaires résistantes à la sécheresse et luttent contre les aflatoxines. Ils ont déjà inventé un test de détection pour la viande de brousse vendue dans les magasins kényans.



SÉCHERESSE

Cultures alimentaires résistantes

Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) a lancé un projet

destiné à promouvoir la recherche sur les cultures alimentaires résistantes à des conditions climatiques de plus en plus extrêmes. Selon le TIRPAA, ce projet est axé sur le développement de "variétés des 64 cultures alimentaires et fourragères les plus importantes" susceptibles d'aider les petits paysans à supporter le changement climatique.

Dans le même temps, l'Institut ougandais de recherche sur les ressources agronomiques a développé des variétés de haricot, manioc, maïs et riz pluvial résistantes à la sécheresse. Les variétés de maïs résistent également aux ravageurs durant leur stockage. Selon Godfrey Asea, chef d'équipe du projet de sélection des plantes, les compagnies semencières se sont déjà mises à multiplier ces variétés.

MARAÎCHAGE

Mille jardins potagers en Afrique

■ Créer mille jardins dans les écoles, dans les villages ou en périphérie des villes africaines. Tel est l'objectif du projet Mille jardins en Afrique, lancé par l'association Terra Madre qui prône la petite agriculture locale de qualité et respectueuse de l'environnement. Des expériences pilotes sont déjà en cours dans des écoles en Côte d'Ivoire, au Kenya et en Ouganda.

Les jardins potagers sont cultivés selon des méthodes durables (compost, protection naturelle contre les insectes et les mauvaises herbes, gestion rationnelle de l'eau), avec des variétés locales. Ils associent arbres fruitiers, légumes et plantes médicinales. Les enfants et jardiniers sont formés à ces techniques de culture ainsi



qu'à la connaissance des produits locaux et aux notions de biodiversité, de respect de l'environnement, d'usage durable du sol et de l'eau et de transmission du savoir des anciens.

Le projet sera géré et coordonné par la Fondation Slow Food qui prône, de par le monde, une agriculture respectueuse de l'environnement et une alimentation de qualité privilégiant les produits locaux.

PRODUCTION DURABLE

Faire son miel d'un buisson

■ Un programme sur les savoirs autochtones aide une communauté sud-africaine à tirer de meilleurs revenus d'une plante à tisane. Les agriculteurs, proches de la ville de Genadendal, apprennent à produire des variétés de buissons à miel (*Cyclopia maculata*) sur un mode durable et à tirer profit de la popularité croissante de ce "thé" sur les marchés d'outre-mer. "Nous pensons que le type de buisson à miel qui pousse naturellement dans la région de Genadendal a un fort potentiel économique qui peut être libéré au profit des communautés locales", affirme le professeur Lizette Joubert, du Conseil pour la recherche agricole.

Les chercheurs sont en train de recenser les propriétés médicales du buisson à miel local et d'identifier les niches de marché. L'Afrique du Sud produit environ 200 t de cette plante par an dont l'essentiel est exporté vers l'Europe. En coopération étroite avec l'Association des petits paysans de Genadendal, les chercheurs ont établi une parcelle de démonstration et élaboré des recommandations pour la culture en pépinière, les pratiques agricoles et la transformation. Des projets sont en cours pour ajouter de la valeur à cette plante grâce à la fabrication d'extraits pour les industries alimentaires et cosmétiques.

Cyclopia maculata, le buisson à miel de la région de Genadendal en Afrique du Sud



EFFET DE SERRE

Plus de CO₂, moins de nutrition

L'augmentation des taux de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère pourrait causer une chute inquiétante du contenu en protéines de certaines cultures majeures. Les scientifiques prévoient jusqu'à 20 % de baisse si les taux de CO₂ continuent de s'élever ; ils affirment que de nouveaux engrais pourraient être nécessaires pour parer à cette menace.

Une étude réalisée par des scientifiques de l'Université de Californie aux États-Unis a révélé que les plantes poussant dans des environnements enrichis en CO₂ consommaient moins de nitrates pour la conversion en composés organiques, tels que les protéines. Arnold Bloom, auteur principal de l'étude menée par des chercheurs américains et publiée dans *Science Magazine*, a estimé que les taux de CO₂ accrus prévus sur les deux à cinq prochaines décennies pourraient avoir de graves conséquences sur les niveaux de nutrition tant des hommes que du bétail.

CONTRÔLE PHYTOSANITAIRE

Initiative régionale

Le Centre d'excellence phytosanitaire (COPE) vient de voir le jour au Kenya. Son objectif : développer des compétences, dans les secteurs à la fois public et privé, pour lutter contre l'introduction et la dissémination des ravageurs des plantes et satisfaire aux exigences phytosanitaires du commerce international. Le COPE est une initiative commune à plusieurs organisations nationales de protection des végétaux au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie.

www.africape.org

ÉLEVAGE ET PÊCHE

ATLANTIQUE

Les Africaines lancent leur réseau

■ En Afrique, les femmes occupent l'essentiel du secteur post-capture de la pêche artisanale. Ce sont elles qui achètent, transforment et vendent les prises des pêcheurs. Organisées en groupes professionnels dans leurs pays, ces femmes, venues de 22 États de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMAHFAT), ont créé au Sénégal le Réseau africain des femmes dans la pêche (RAFEP).

Face à l'épuisement de la ressource halieutique dû à une surpêche non contrôlée en Afrique, ce réseau va travailler au développement de la pêche durable dans la zone. Autre rôle : accompagner ses membres dans l'accès aux marchés.

LACS

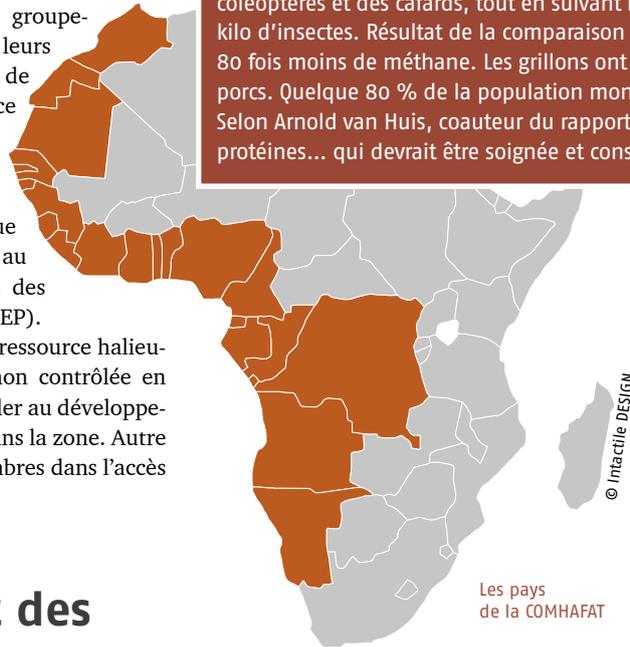
Des règles et des rendements

■ Afin de limiter l'exploitation abusive des quatre grands lacs de la région d'Antsirabe à Madagascar et d'optimiser la production de poissons, en 2007, l'Union des associations des pêcheurs locaux (FIFIMPAVA) a pris en charge la gestion de ce patrimoine. L'association a réglementé l'exploitation des lacs et sensibilisé la population locale au respect de la période de ponte, de la dimension de la maille des filets et des poissons pêchés, à l'enrichissement en alevins des lacs et au reboisement de leurs abords.



INSECTES
Protéines écologiques

Élever des insectes pour la consommation alimentaire fait moins de tort à l'environnement que produire du bétail. Dans un rapport récent, les scientifiques ont comparé les émissions de gaz à effet de serre, le méthane et l'ammoniaque, de ces deux sources de protéines. Ils ont élevé des vers de farine, des criquets, des grillons, des coléoptères et des cafards, tout en suivant la quantité de gaz émise pour l'élevage d'un kilo d'insectes. Résultat de la comparaison sur la base du poids : les insectes émettent 80 fois moins de méthane. Les grillons ont produit 8 à 12 fois moins d'ammoniaque que les porcs. Quelque 80 % de la population mondiale mangent des insectes à l'heure actuelle. Selon Arnold van Huis, coauteur du rapport, ils constituent une "excellente source de protéines... qui devrait être soignée et considérée comme une alternative au bétail".



Cette initiative a amélioré la qualité et augmenté considérablement la quantité des poissons pêchés. "Nous avons pêché dix fois plus de poissons par jour qu'auparavant", se réjouit le président de l'association. Mais, faute de moyens pour les conserver, l'abondance a posé des problèmes aux familles. FIFIMPAVA a ainsi créé une coopérative pour la commercialisation des poissons et installé plusieurs points de vente dans la région. "Ce matin, j'ai apporté 40 kg de poissons qui ont été rapidement vendus, alors qu'avant il

m'aurait fallu faire du porte-

à-porte toute une journée pour vendre 3 à 5 kg", note un pêcheur. "L'argent de la pêche m'a permis d'acheter 4 bœufs, j'envisage de construire une maison", témoigne un père de famille.



Poissons des lacs de la région d'Antsirabe à Madagascar

LAPINS

Sains profits

■ Au Kenya, les consommateurs choisissent de plus en plus la viande de lapin, créant de nouvelles opportunités pour les agriculteurs. Selon le ministère de l'Agriculture, plus de 200 t de viande de lapin sont actuellement vendus chaque année. Un éleveur de lapins gagne en moyenne plus de 5 \$ US (3,68 €) par kilo de viande. Les principaux acheteurs de produits du lapin sont les hôtels cinq étoiles, les restaurants, les supermarchés et les bouchers. Selon le Dr Wilson Songa, directeur de l'agriculture, le gouvernement a commencé à proposer des prêts aux agriculteurs voulant se lancer dans l'élevage de lapins. "La demande de viande de lapin ne cesse d'augmenter. Le gouvernement a pensé que proposer des prêts aux agriculteurs serait une bonne façon de promouvoir ce secteur dynamique. Il existe déjà des marchés d'exportation régionaux pour les produits", ajoute-t-il.

Avec l'intégration de la communauté est-africaine, les agriculteurs kényans exportent plus de 80 000 kg chaque année vers le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. La viande de lapin est blanche ; on considère qu'elle est plus saine que la viande rouge. Elle est maigre, très digeste et ses taux d'acides gras saturés et de cholestérol sont relativement peu élevés, ce qui explique son succès croissant auprès des consommateurs.

VIRUS

Crevettes menacées

Des chercheurs de l'Université de Wageningen, aux Pays-Bas, cherchent à mieux comprendre l'évolution d'un virus qui foudroie les crevettes d'élevage : le syndrome des taches blanches (WSSV). Ce virus est de plus en plus agressif à chaque éruption épidémique et n'épargne plus aucune région du globe. Il peut décimer des élevages entiers en quelques jours.

ENGRAIS

Gratuit et boudé

■ Au Rwanda, des agriculteurs utilisent les urines animales et humaines comme fertilisant. Les résultats sur les rendements ne se font pas attendre car les plantes apprécient beaucoup l'urée que les urines contiennent en grande quantité. Mais encore faut-il savoir les utiliser. La méthode consiste simplement à mettre l'urine dans des récipients que l'on couvre et à les laisser reposer ainsi environ deux semaines. Après quoi, ce liquide doit être dilué sans quoi, en raison de sa forte teneur en azote, il risquerait de brûler les racines des plantes.



L'urine animale ou humaine : un bon fertilisant

La dilution varie selon les cultures : pour un litre d'urine, il faut ajouter 4 litres d'eau pour les légumes, deux pour le maïs et un pour les bananiers. Elle change aussi selon la saison : la quantité d'eau à ajouter diminue en période pluvieuse car les eaux de pluie favorisent la dilution des urines.

Le principal obstacle à la diffusion de cette pratique reste la réticence des paysans à utiliser ces effluents, alors qu'ils n'hésitent pas à épandre de la bouse de vache sur leurs champs pour les engraisser.

GESTION DES RAVAGEURS

Sans produits chimiques

Un site Internet sur la gestion non chimique des ravageurs nuisibles en zones tropicales a été inauguré par le Réseau d'action sur les pesticides (PAN). Le service d'information en ligne sur la gestion non chimique des ravageurs dans les tropiques (OISAT) informe les petits agriculteurs sur des modes de production des principales cultures basés sur une gestion préventive et curative des ravageurs, abordables et sans produits chimiques.

www.oisat.org

FORÊTS

Vendre le carbone, pas le bois

■ La Banque mondiale a déboursé 34 000 \$ US (25 000 €) pour l'achat d'unités carbone au Projet de gestion forestière communautaire Humbo en Éthiopie du Sud. L'initiative a été lancée par World Vision Ethiopia à Wolayta Sodo, une zone fortement dégradée où la coupe de bois fournissait un revenu aux communautés. Ce programme a regroupé 800 personnes en sept coopératives pour travailler sur le développement forestier, dans le but d'aider les membres à tirer des revenus de la vente du carbone plutôt que du bois de chauffe. La Banque mondiale s'est engagée à acheter des crédits carbone équivalant à la moitié des 330 000 tonnes de carbone que la forêt peut absorber, soit un total de 726 000 \$ US (538 000 €) sur dix ans. Le règlement sera

ALERTE PRÉCOCE

Feux sous haute surveillance

■ Le Système mondial de gestion de l'information sur les incendies (GFIMS) a été lancé pour prévenir les communautés des feux, en particulier dans les pays du Sud dépourvus de système d'alerte national. Le réseau propose une détection quasiment en temps réel des dépôts de feux et avertit les usagers via un portail Internet, un courriel ou un SMS. L'Afrique est le continent le plus gravement touché par les incendies non maîtrisés, qui dégradent ou détruisent 175 millions d'hectares de terres chaque année.

Le système exploite les données de deux satellites de la NASA qui scannent chaque point du globe toutes les six heures, prenant des photos avec une caméra à infrarouge qui détecte les niveaux de chaleur au sol. Le GFIMS traite les images pour produire une carte numérique des points d'incendie.

ÉCOSYSTÈMES

Protection élargie

Le gouvernement nigérien a approuvé un accord prévoyant le renforcement de la coopération avec son voisin nigérien dans la gestion des écosystèmes pour harmoniser le cadre juridique et institutionnel entre les deux pays. Il prévoit aussi d'associer les organisations de la société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds à cette gestion. Les deux pays qui ont plus de 1 000 km de frontière commune se partagent plusieurs écosystèmes sensibles dont le lac Tchad et gèrent ensemble le fleuve Niger dans le cadre de l'Autorité du bassin du Niger (ABN) qui associe sept autres États de la région.



© World Vision

réparti entre coopératives. Les membres de la communauté pourraient générer des revenus complémentaires grâce à la vente de crédits carbone de l'autre partie de la forêt à des acheteurs volontaires ou encore grâce à la vente de bois, de zones déterminées. La forêt Humbo qui couvre une surface de 2 728 ha a été le premier grand projet forestier d'Afrique enregistré par les Nations unies dans le cadre du mécanisme de Kyoto.

Du bétail contre du carbone

GUINÉE-BISSAU

Un quart du pays "en réserve"

Considérant l'importance vitale de la biodiversité pour la sécurité alimentaire du pays, le gouvernement de la Guinée-Bissau s'est engagé à augmenter le pourcentage de ses aires protégées de 15 à 24 % dans les deux années à venir. Cet engagement a été pris lors de négociations menées à Nagoya (Japon), dans le cadre de l'ambitieux Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique et du Programme régional de conservation de la zone côtière et marine.

RECHERCHE

PRODUITS TRADITIONNELS

Au goût du jour

■ Comment faire apprécier les produits alimentaires traditionnels africains par les consommateurs des villes d'Afrique et d'Europe ? Comment mettre au goût du jour des fabrications artisanales pour les rendre commercialisables à une grande échelle et conformes aux normes et goûts actuels ? C'est à ces questions que veut répondre le projet européen After qui, dans un premier temps, concerne l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, le Ghana, Madagascar et le Sénégal.

Iidée des chercheurs à l'origine de ce projet coordonné par le CIRAD est d'aller revisiter les produits, les savoir-faire et les procédés traditionnels pour les analyser en détail. Une fois cette radioscopie réalisée, il s'agira d'apporter



© M. Rivier

ter toutes les améliorations et modifications nécessaires aux différentes étapes de la production et de la transformation pour obtenir des produits capables de plaire aux consommateurs urbains des deux continents.

La démarche concernera trois familles de produits : des aliments fermentés à partir de céréales, d'autres issus de viande et de poissons séchés et enfin des produits à base d'extraits de plantes. Les résultats obtenus seront proposés aux PME africaines intéressées à les valoriser.

Fumage de poisson-chat au Sénégal

SANTÉ INFANTILE

Un maïs survitaminé

Les chercheurs ont découvert des variations d'un gène de maïs (crtrB1) pouvant générer une multiplication par 18 de son contenu en bêta-carotène. Les phytogénéticiens commencent à utiliser ces variations génétiques naturelles pour produire un maïs qui fournit plus de bêta-carotène, que le corps transformera en vitamine A. Environ 500 000 enfants perdent la vue chaque année dans le monde en raison d'un déficit en vitamine A. La majeure partie du bêta-carotène produit par le maïs est convertie en d'autres caroténoïdes, qui fabriquent peu ou pas de vitamine A. Les variations favorables du gène crtrB1 ralentissent ce processus et améliorent ainsi la production de cette vitamine clé. Les chercheurs annoncent le lancement en Zambie du premier maïs à vitamine A d'ici 2012.

GENRE

Un immense fossé

L'initiative des Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) a compilé des statistiques concernant 15 pays d'Afrique sur la part des femmes dans la recherche et le développement agricoles. Malgré une amélioration, les résultats indiquent que le fossé persiste entre hommes et femmes et qu'il s'élargit à mesure que les carrières avancent. Aux échelons dirigeants, le ratio est de 85 % d'hommes pour 15 % de femmes.

CULTURES INDIGÈNES

Banque végétale

Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) dirige un projet de conservation de 1 000 variétés de fruits et légumes cultivées dans les 7 500 îles du Pacifique. Les espèces, dont des répliques seront conservées au CePaCT, seront cultivées dans les instituts de recherche. Créée dans le but de protéger la biodiversité, la banque végétale sera accessible aux agriculteurs et chercheurs désireux de produire de nouvelles variétés.

MÉCANISATION

"Made in Senegal"

■ L'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) a mis au point une faucheuse automotrice qui devrait faire gagner temps, argent et énergie aux riziculteurs de la vallée du fleuve Sénégal. Composée de deux roues motrices et de lames qui coupent le paddy, la nouvelle machine peut récolter 2 à 3 hectares par jour. Selon la direction technique de l'ISRA, sa mise au point a nécessité des études minutieuses sur toutes les étapes de la filière. Facilement maniable, la faucheuse automotrice peut être aisément déplacée d'une parcelle à une autre, contrairement aux grosses moissonneuses-batteuses, très coûteuses, qui nécessitent un terrain d'abord drainé et nivelé. Toutes les pièces de rechange seront fabriquées sur place, permettant sa réparation rapide en cas de besoin. Les premières faucheuses ont été financées par le Fonds national de recherches agricole et agroalimentaire (FNRAA). "Nous cherchons des financements afin de fabriquer une dizaine de modèles pour les confier aux producteurs de riz", confie le directeur scientifique de l'ISRA. Le coût de l'engin devrait tourner

La faucheuse automotrice, innovation mise au point par l'ISRA



© M. Seck

RECYCLAGE

Bagasse et fibrociment

Un chercheur brésilien a mis au point un fibrociment à base de résidus de canne à sucre. Il a remplacé les composants fibreux synthétiques habituels du fibrociment par de la bagasse, la fibre de la tige de canne, et 30 % de la poudre de ciment par de la cendre issue de la combustion de la tige de la canne.

Grâce à sa haute teneur en silice, la cendre forme, au contact de l'eau et de la chaux hydratée, un agglomérat au fort pouvoir de durcissement. Les différents tests effectués sur le produit final, notamment ceux d'exposition à la pluie et au soleil, ont montré que ce matériau a une résistance similaire au fibrociment conventionnel.



© D.R.

FILIÈRES

Épices durables

■ Comme tous les secteurs agroalimentaires, la production d'épices est de plus en plus confrontée à l'impératif de durabilité. Un programme destiné à augmenter les profits des producteurs d'épices et à sécuriser le secteur pour les acheteurs vient d'être lancé par l'agence néerlandaise de développement, l'Institut royal tropical (KIT). La plupart des producteurs d'épices sont de petits agriculteurs qui les cultivent à côté de cultures telles que le maïs et la banane. Il leur faut un appui pour satisfaire aux exigences de durabilité et de certification. Les exportateurs des pays du Sud ont aussi besoin d'une aide pour s'assurer que leurs produits respectent les exigences de qualité ainsi que les normes sociales et environnementales. Le KIT a ouvert un dossier en ligne sur le sujet.

<http://tinyurl.com/339pkxt>

Piment au Mozambique



PRIX

Consommateurs avertis

■ Informer et protéger les consommateurs pour les aider à acheter intelligemment et à favoriser la compétition entre les nombreux supermarchés et hypermarchés qui s'ouvrent dans l'île, tel est l'objectif de l'Observatoire des prix mis en place à Maurice par le ministère de la Protection des consommateurs.

Chaque mois, des officiers du ministère visitent les commerces et recueillent les données sur une soixantaine de produits. Une moitié est composée d'articles de consommation courante (riz, farine, produits laitiers, conserves et autres), l'autre de produits de seconde nécessité (cosmétiques, parfums, lessives et autres). Ces données sont ensuite analysées. Des observations et remarques sur les prix proposés par les différents commerces sont alors publiées dans la presse locale et ultérieurement sur le site Internet de l'observatoire.

Tout le monde est concerné : producteurs, commerçants, consommateurs. Ces derniers se disent heureux de pouvoir comparer les prix avant d'acheter, mais souhaiteraient que l'observatoire aille au-delà du simple constat. Ils réclament des mesures et des sanctions en cas d'abus.

Un supermarché à Maurice



© N. Achbarally

COTON

Les cours flambent

Le prix du coton sur le marché international a plus que doublé en un an, passant de 0,75 \$ US (0,55 €) par livre fin janvier 2010 à 1,7 \$ US (1,25 €) fin janvier 2011, soit son record historique. Les stocks mondiaux sont très faibles et les récoltes de quelques grands producteurs perturbées par des intempéries. La reprise de la consommation chinoise devrait soutenir les cours au moins en 2011. Cette hausse est salubre pour les filières africaines dont le déficit s'est creusé ces dernières années. Elles sont redevenues rentables à partir de 0,75 \$ US (0,55 €) à 0,85 \$ US (0,62 €) selon les pays. Les producteurs ont obtenu une hausse du prix d'achat pour la campagne 2010-2011, ce qui devrait relancer la production après l'effondrement de ces dernières années.

ENTREPRENEURIAT ET QUALITÉ

Les producteurs aux commandes

■ IKURU est une entreprise mozambicaine de la province de Nampula. Fondée en 2003 par des associations de producteurs, avec pour objectif la production et la commercialisation de produits de qualité, elle a bénéficié de l'apport initial d'investisseurs nationaux et internationaux. Totalement contrôlée par ses membres, IKURU (force en langue macua) exporte une bonne partie de ses produits certifiés et internationalement reconnus comme produits du commerce équitable (noix de cajou et arachide) et de l'agriculture biologique (soja, arachide et sésame).

L'entreprise réunit près de 22 000 membres – dont 40 % de femmes – regroupés en 29 associations au nord du pays. Elle est aujourd'hui l'entreprise détenue par des agriculteurs ayant le mieux réussi au Mozambique. Le volume total des produits commercialisés (parmi lesquels des semences de qualité) est passé de 300 t en 2004 à 2 150 t en 2010. Une telle augmentation correspond à une croissance annuelle moyenne de 50 %. Ce succès s'est traduit par une augmentation substantielle du revenu des agriculteurs qui, pour la première fois, ont été partie prenante du contrôle de la qualité et de la destination de leur production.

COTON

Stratégie sur mesure

Sept pays africains producteurs de coton viennent d'adopter une stratégie destinée à augmenter la valeur ajoutée du coton, des textiles et des secteurs de la confection, pour se tailler de nouveaux marchés. L'approche, qui bénéficie d'une bourse de l'UE de 5 millions €, implique des interventions d'un bout à l'autre de la filière – du coton à la confection, des producteurs et égreneurs aux fabricants de tissu et de vêtements.



© N. Okeya

Cela fait neuf ans qu'**Isabella Masinde**, experte en écologie et changement climatique, fournit des conseils techniques à la Fondation africaine pour la conservation de la faune et de la flore (AWF), qui a conçu un programme d'échange de carbone visant à préserver les ressources et récompenser les agriculteurs de 16 pays d'Afrique. Isabella Masinde dirige la délégation kényane dans le cadre des débats sur le changement climatique aux Nations unies.

Qu'est-ce que le commerce des émissions de carbone, et comment fonctionne-t-il ?

Le commerce du carbone est un instrument utilisé pour inciter les communautés à préserver leurs bois et forêts. Les communautés locales sont rémunérées pour le sacrifice qu'elles consentent en renonçant à utiliser leurs terres pendant plusieurs années, afin que ces dernières puissent séquestrer du carbone. Dans le cadre de ce mécanisme, nous encourageons les petits agriculteurs à pratiquer l'agroforesterie. Cela signifie qu'ils peuvent planter leurs cultures vivrières le long des arbres. Nous les encourageons aussi, dans certaines zones, à réserver au moins une de leurs parcelles à la plantation d'arbres.

Comment cette initiative encourage-t-elle la production vivrière si les agriculteurs doivent renoncer à exploiter leurs terres ?

Cette initiative n'est pas censée entraîner une diminution de la production alimentaire, mais plutôt augmenter à la fois la production alimentaire et le couvert végétal. Nous savons que la plupart des agriculteurs possèdent de petites parcelles. Néanmoins, quand on instruit et informe ces agriculteurs des effets négatifs du changement climatique, la plupart sont d'accord pour consacrer une part de leurs terres à la plantation d'arbres. Ils pratiquent alors une agriculture durable sur le reste de leurs exploitations. Dans la majeure partie des régions où nous séquestrons aujourd'hui du carbone, la nourriture abonde.

Quels sont les bénéfices spécifiques qu'en tirent les petits agriculteurs ?

AWF, qui est à la fois opératrice du programme et agence de commercialisation,

ISABELLA MASINDE

Des forêts qui rapportent

Soumis aux aléas du climat qui menacent leurs cultures et leur bétail, les agriculteurs africains vivent concrètement l'impact du changement climatique. Les programmes d'échange de carbone leur apportent un espoir d'améliorer leurs moyens de subsistance, tout en adoptant des modes de gestion foncière plus durables et en produisant davantage.

choisit les communautés qui bénéficieront de l'échange du carbone. Un *Trust Fund* (fonds d'affectation spécial) est alors mis en place par le biais duquel les communautés sont rémunérées. AWF contacte les acheteurs dans les pays du Nord, qui transfèrent ensuite l'argent sur le compte du *Trust Fund*. Chaque membre de la communauté obtient des versements en liquide. Le commerce du carbone s'effectue à la tonne, chaque tonne peut valoir 4 à 5 \$ US (3 à 3,5 €). La communauté touche 60 % des gains, l'organisme gouvernemental qui appuie la conservation en obtient 20 %, tout comme l'agence qui met en œuvre l'initiative, en effectue le suivi-évaluation et en assure la conformité. Au Kenya, 120 agriculteurs bénéficient de ces échanges, tandis qu'en Tanzanie

les pays riches continuent de polluer l'atmosphère.

Qu'est-ce qui a motivé votre initiative ?

Nous avons réalisé que les forêts contribuaient soit au réchauffement global quand on les détruit, soit au refroidissement quand elles séquestrent et piègent le carbone. Mon conseil aux agriculteurs africains est le suivant : plantez plus d'arbres, s'il vous plaît, pour sauver notre continent.

Comment évoluent les moyens de subsistance des communautés concernées par les projets de marché du carbone ?

La Fondation africaine pour la conservation de la faune et de la flore (AWF), avec d'autres partenaires, œuvre à l'élaboration de

“Plantez plus d'arbres, s'il vous plaît, pour sauver notre continent”

200 agriculteurs figurent à présent sur la liste des bénéficiaires. Ces trois dernières années, chacun des agriculteurs a reçu 300 \$ US (200 €) pour améliorer ses moyens de subsistance et ses techniques agricoles, dont l'agroforesterie. L'année prochaine et d'ici à 2013, environ 500 agriculteurs de plus auront bénéficié de ces nouveaux échanges.

Est-il juste que le commerce du carbone dans les pays du Sud doive compenser la pollution des pays du Nord ?

Les pays riches doivent rendre compte de leurs promesses de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il serait absurde de dire aux pays du Sud de planter plus d'arbres si

programmes de partage équitable des bénéfices qui garantiront que ceux-ci profiteront aux ménages. En outre, AWF facilite le développement de moyens de subsistance alternatifs générateurs de bénéfices économiques pour la communauté.

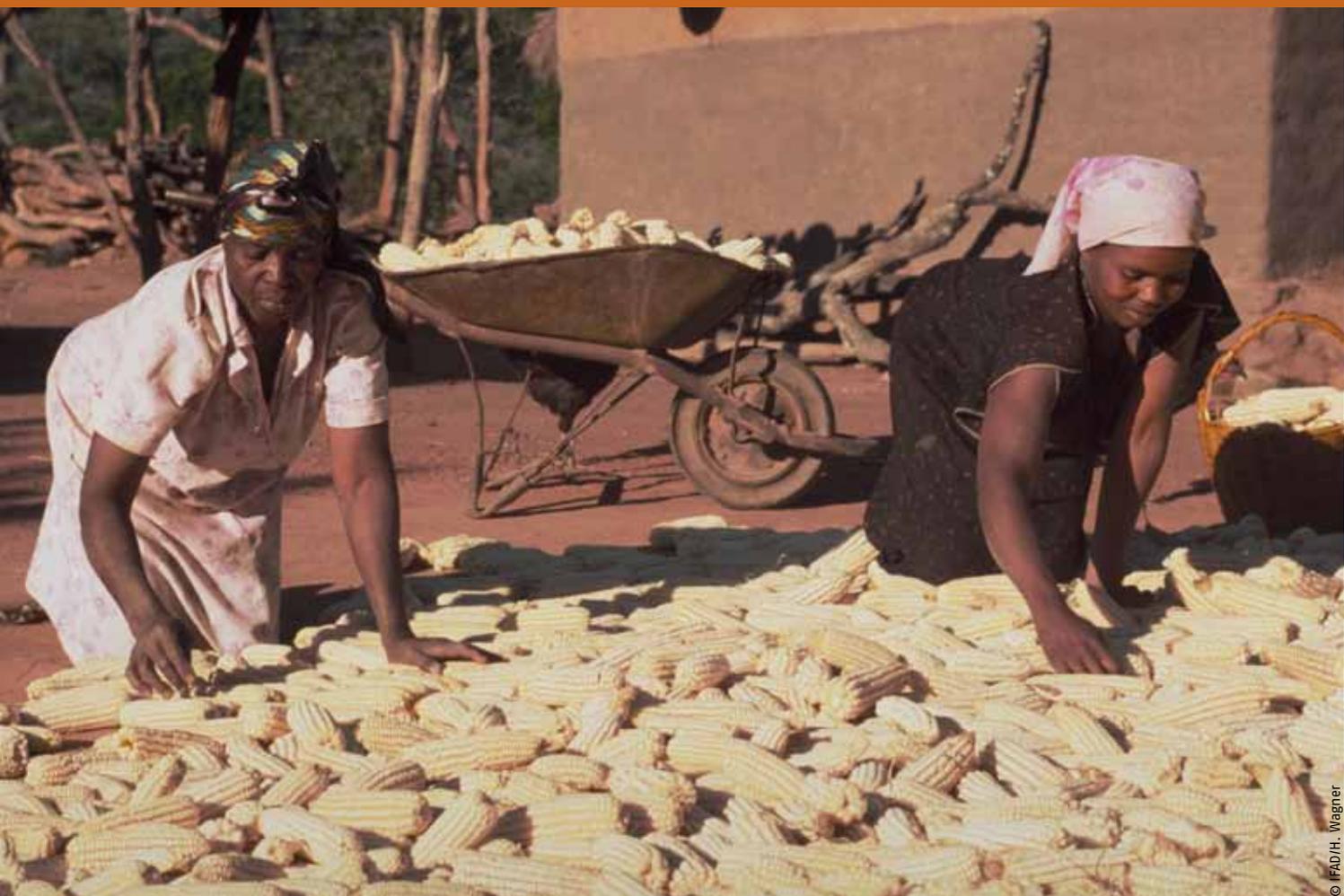
Quels défis devez-vous relever ?

La mise en œuvre des projets carbone est coûteuse et longue. L'idée de vendre du carbone paraît étrange à la plupart des membres de la communauté, mais les bénéfices qui peu à peu leur parviennent leur montrent qu'il y a un espoir. Toutefois, la difficulté majeure est liée à la propriété foncière. La plupart des petits agriculteurs ne possèdent pas leurs terres ; ils empiètent par conséquent de plus en plus sur les forêts et d'autres zones classées. ■

Il est indispensable de gérer efficacement l'après-récolte pour préserver la qualité et la fraîcheur des cultures, de la récolte à la table du consommateur. Des technologies pratiques permettent de ralentir la détérioration des produits. Certaines d'entre elles peuvent même ajouter de la valeur.

GESTION POST-RÉCOLTE

Sus au gaspillage !



© IFAD/H. Wagner

17 | POINT DE VUE
Umezuruike Linus Opara :
Savoirs locaux et high-tech

18 | REPORTAGE AU BÉNIN
Manioc séché, manioc préservé

Pamela Akoth, productrice kényane de maïs, a une famille nombreuse à nourrir. C'est donc un vrai coup du sort lorsque charançons ou insectes foreurs s'attaquent à ses réserves de céréales. Autrefois, comme beaucoup d'autres personnes de sa communauté à HomaBay, cette mère de six enfants perdait 10 à 20 % de sa récolte à cause des ravageurs après seulement trois mois de stockage. À présent, grâce à un prêt sans intérêts, Pamela Akoth a acheté un silo métallique d'une contenance de vingt sacs de maïs, soit le rendement de sa parcelle de 0,7 ha. Le silo en métal galvanisé est hermétique et protège donc des insectes. "Depuis que j'ai commencé à utiliser le silo, je ne perds plus de céréales", explique Pamela, bénéficiaire d'un projet mis en œuvre par le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) qui forme les artisans à la fabrication et à la vente des silos. "J'ai assez pour nourrir ma famille et il m'en reste même que je peux garder et vendre plus tard, en cas de pénurie sur le marché."

Chaque année, des quantités considérables de récoltes vivrières se gâtent ou sont infestées lors de leur acheminement vers les consommateurs. Dans certains pays ACP, où le climat tropical et les infrastructures faiblement développées contribuent à ce fléau, les pertes régulières peuvent s'élever à 40 ou 50 %. Un produit alimentaire commence à se dégrader dès qu'il est moissonné. Le processus peut être très lent – comme dans le cas des semences ou des noix –, ou si rapide que l'aliment devient pratiquement impropre à la consommation en quelques heures. Bactéries, levures, moisissures, insectes et rongeurs sont en concurrence permanente avec les humains pour leur nourriture. Toute une série de facteurs a également un effet destructeur sur les aliments : température, lumière, oxygène, humidité, sécheresse, enzymes naturels. Des pertes se produisent à tous les stades de la filière, dès la récolte, et pendant la maintenance, le stockage, la transformation et le marketing.

Les pertes post-récolte peuvent affecter à la fois la qualité et la quantité, avec pour résultat, dans le premier cas, de plus faibles valeurs nutritionnelles ou bien le mécontentement des consommateurs, un critère essentiel sur les marchés d'exportation. Les dégâts post-récolte peuvent impliquer bien plus que des pertes financières pour le producteur, à savoir la maladie ou même le décès de consommateurs.

Recherche et aide inadaptées sont en partie responsables de l'étendue du problème. "Les pratiques des agriculteurs et la gestion des exploitations agricoles n'attirent souvent qu'une attention limitée lorsqu'il s'agit d'améliorer la sécurité alimentaire ; ce sont pourtant des composantes vitales de la lutte contre la faim", rappelle le Dr Trevor Nicholls, directeur général de CABI (organisation internationale impliquée dans la diffusion de connaissances scientifiques en agriculture, foresterie et autres) ▶



Triple ensachage

En Afrique de l'Ouest et du Centre, un système de triple ensachage aide à mieux conserver le niébé. Cette technique de stockage non chimique a été développée par des chercheurs de l'Université de Purdue aux États-Unis et un ensemble de partenaires dans les 10 pays où elle a été

introduite. Nombre de producteurs de niébé utilisaient autrefois des insecticides pour limiter les taux de pertes post-récolte élevés. Les sacs appelés PICS (Purdue Improved Cowpea Storage) leur permettent de conserver leur production après la récolte, au lieu de la vendre lorsque les prix sont au plus bas. Le système de fermeture hermétique prive les insectes d'oxygène. Jusqu'ici, cette technique a été introduite dans 28 000 villages où les agriculteurs apprennent à l'utiliser. Le projet développe aussi une chaîne d'approvisionnement en sacs, qui fournit du travail aux entreprises locales.



© Muliilelela

Conservé à l'extérieur, dans de simples sacs, le maïs devra être vendu rapidement.

► disciplines). "S'attaquer aux ravageurs, aux maladies et au stockage inadapté contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire."

Mieux écouter chercheurs et formateurs

Étant donné l'impact massif des pertes post-récolte sur la sécurité alimentaire, les gouvernements sont appelés à s'impliquer davantage en investissant massivement argent et ressources dans la recherche et les unités de protection végétale qui aident les agriculteurs sur le terrain. Les services de vulgarisation devraient placer la protection post-récolte en tête de leur agenda et s'assurer que leur personnel est bien préparé pour trouver et fournir aux paysans des solutions efficaces et adaptées. Une formation est également essentielle pour améliorer la manutention, le stockage, l'emballage, les pratiques de tri et de calibrage, et donc l'ensemble de la filière. Le durcissement des normes de qualité, et une aide pour s'y conformer, permettraient aussi de réduire nettement les pertes alimentaires.

En juin de l'année dernière, des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie – ont introduit des normes pour la transformation du manioc et de la pomme de terre, une étape attendue pour réduire les pertes post-récolte et augmenter la valeur ajoutée. En Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), l'Institut national de recherche agricole effectue des essais de techniques améliorées d'emballage, transformation et stockage pour les patates douces et d'autres légumes. La manutention des légumes après récolte, depuis les hauts plateaux jusqu'aux marchés côtiers de PNG, génère des pertes considérables. À l'inverse des cultures de rente, l'industrie horticole ne dispose pas d'un système de marketing standard qui encourage les agriculteurs à produire une qualité régulière.

Pour les seuls Kenya, Malawi et Tanzanie, on estime les pertes de production nationale de maïs dues aux ravageurs à 150 à 300 millions \$ US (110 à 240 millions €) pour l'année 2006-2007. Les agriculteurs qui craignent des pertes à cause des ravageurs sont tentés de vendre la majeure partie de leur maïs au plus vite, et ce quel que soit le prix. Et trop souvent, il leur faut en racheter plus tard, au prix fort. Dans certains villages de ces trois pays, CABI aide les agriculteurs à améliorer la gestion post-récolte grâce à des champs-écoles paysans qui apprennent aux producteurs à identifier et gérer les ravageurs des greniers.

À mesure que le climat se fait plus chaud et plus humide, les problèmes post-récolte risquent de s'aggraver et les agriculteurs vont devoir se préparer à lutter contre de nouveaux ravageurs et maladies. De nouveaux insectes qui n'ont pas de prédateurs naturels ont déjà été identifiés.

L'un des secrets d'une bonne gestion post-récolte est de choisir la culture adaptée au lieu. À la Barbade et dans d'autres îles des Caraïbes, les agriculteurs utilisent traditionnellement la méthode de l'andainage pour leurs oignons. On soulève les plants et on étale les feuilles d'une rangée sur la suivante de façon à recouvrir les bulbes pour s'assurer qu'ils restent au sec et protégés des rayons brûlants du soleil. Toutefois, un grand nombre des variétés Texas Grano aujourd'hui cultivées dans l'est des Caraïbes ne sont pas adaptées aux conditions locales, et les pertes dues au pourrissement et à la germination sont élevées.

Stockage malin

Les interventions techniques peuvent être d'une relative simplicité. Les fûts de stockage à céréales doivent être entièrement nettoyés d'une saison à l'autre et désinfectés avant d'être réutilisés ; les denrées périssables doivent être stockées à l'ombre, dans des containers adaptés à leurs transport et commercialisation. Dans certains cas, les pesticides chimiques constituent la seule solution, mais les agriculteurs, outre un appui, ont besoin de recommandations et réglementations claires pour les utiliser de façon sûre et efficace. ►



© CIMMYT

Le silo métallique, hermétique, protège la récolte des ravageurs.

► Certaines des solutions les plus abouties reposent sur des techniques applicables au niveau de l'exploitation et du village, qui recourent à des matériaux de construction disponibles sur place et à des modèles qui puisent dans les traditions sociales et culturelles. Dans la chaleur du Soudan, où les tomates pourrissent en 2 jours et les carottes et les gombos en 4 jours, le "zeer pot" est un frigidaire rustique fait d'un pot en terre cuite imbriqué dans un autre, avec une couche de sable humide entre les deux. L'humidité en s'évaporant rafraîchit le pot intérieur, qui conserve jusqu'à 12 kg de produits frais sur une période pouvant se prolonger jusqu'à 3 semaines. Si l'on veut préserver leur qualité pour la saison suivante, les semences requièrent quant à elles des conditions de conservation particulières. Dans la province de Kirundo au nord du Burundi, on aide les villageois à conserver leurs haricots et leur sorgho dans des silos communautaires métalliques, qui les protègent des ravageurs et des dégâts causés par la température et l'humidité.

Si les techniques sont plus coûteuses, le regroupement d'agriculteurs peut constituer la solution. Au Kenya, dans la vallée du Rift, où les pertes posent un problème majeur

aux horticulteurs, ils sont nombreux à s'être regroupés pour partager les coûts d'un système de réfrigération. Aux îles Fidji, une coopérative agricole gère une chambre de chauffe à air pulsé pour traiter papayes, aubergines, piments et mangues pour l'exportation. Une fois que les fruits et légumes ont traversé la chambre, tout dégât post-récolte devient visible, ce qui permet d'améliorer leur sélection. Dans certains cas, l'amélioration de la gestion post-récolte peut se transformer en sources de revenus. Ancien agriculteur devenu homme d'affaires, Junguae Wainaina a créé Midlands Ltd, une installation de refroidissement des pommes de terre à Nyandarua, au Kenya. Eusine, qui peut contenir jusqu'à 6 000 t de pommes de terre, est la seule de son genre en Afrique de l'Est. Une entreprise sud-africaine a introduit des silos métalliques rapidement montés, que l'on peut adapter aux besoins précis d'une communauté, transporter d'un endroit à un autre et agrandir à volonté.

Valoriser en transformant

Les techniques de séchage des fruits, des légumes et plantes racines ne se contentent pas de réduire les pertes dues aux surplus saisonniers. Elles peuvent aussi leur ajouter de la valeur. Sécher, saler, décaper, sucrer et fumer... toutes ces activités prolongent la durée de conservation et garantissent que le produit rapporte plus au producteur et aux autres acteurs de la filière. Certaines des techniques les plus efficaces sont de petites installations peu exigeantes en capitaux. Céréales, légumes et tubercules peuvent être transformés en farines qui servent d'aliments locaux tout préparés. Les séchoirs solaires, adoptés par un nombre croissant de groupements paysans, offrent une méthode saine au plan économique et environnemental de déshydratation des aliments, des bananes aux choux en passant par les mangues et les légumes traditionnels. Ces produits, qui rapportent plus, sont également plus faciles à emballer, transporter, et ouvrent des perspectives de nouveaux marchés.

Dans la plupart des pays rizicoles, l'inefficacité des opérations post-récolte fait perdre jusqu'au quart des récoltes. Les agriculteurs se privent aussi de revenus potentiels car ils vendent leur riz mouillé, immédiatement après récolte, manquant ainsi l'occasion de gagner plus avec ►

Récolte mortelle

Malgré une bonne récolte de maïs, de nombreux ménages de l'est du Kenya ont été dans l'incapacité de manger ou de vendre leur produit l'an dernier. Le gouvernement a acheté une partie de la récolte à un prix plancher pour la détruire. La majeure partie, contaminée par une moisissure, l'aflatoxine, était impropre à la consommation humaine ou animale. Les aflatoxines sont des sous-produits hautement toxiques des moisissures qui colonisent le maïs et l'arachide, entre autres cultures. En 2004, 123 personnes sont décédées dans la région après avoir mangé du maïs contaminé. En novembre 2010, l'alarme a été sonnée après que 2,3 millions de sacs de maïs hautement toxique ont été retrouvés circulant sur les marchés alimentaires au Kenya. Les chercheurs s'efforcent de trouver des méthodes économiques de gestion de la contamination à l'aflatoxine et des méthodes de lutte biologique pour éliminer les toxines mortelles.

► un produit transformé. Au Burundi, au Mozambique et en Tanzanie, l'Institut international de recherche sur le riz contribue à diffuser des engins tels que des batteuses à pédales ou mécaniques auprès des agriculteurs.

En PNG, où le riz est en train de prendre le pas sur le sagou comme aliment de base, les femmes de Kutubu, province des Hauts-Plateaux du Sud, ont pris livraison de deux moulins à riz. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, on a commencé à faire cuire le riz à demi pour prolonger sa durée de vie et accroître sa valeur nutritionnelle. Le processus est mené par des femmes de la région qui ont créé de petites industries artisanales.

Les chiffres de ces interventions parlent d'eux-mêmes. Si l'on diminuait de moitié les pertes post-récolte de riz en Afrique subsaharienne, 2 millions de tonnes de paddy ou 1,6 million de tonnes de riz décortiqué supplémentaires seraient disponibles chaque année. Cela équivaut approximativement à 30 % des importations totales, soit une valeur de 700 millions \$ (512 millions €) par an. ■



Grenier traditionnel et silos métalliques



Point de vue

Umezuruike Linus Opara est professeur à l'Université de Stellenbosch où il occupe la chaire sud-africaine de technologies post-récolte. Lui et son équipe tentent de développer des solutions combinant savoirs traditionnels et technologies de pointe.



© Univ. de Stellenbosch

Savoirs locaux et high-tech

Que fait l'Afrique du Sud pour faire progresser les technologies post-récolte ?

L'Université de Stellenbosch ainsi que le Conseil de la recherche agricole (ARC) ont élaboré des technologies abordables pour endiguer les pertes post-récolte. Notre travail vise à créer une technologie qui intègre connaissances scientifiques et savoirs locaux.

Dans quelle direction vos recherches s'orientent-elles ?

Notre recherche doit refléter des traditions socioculturelles, optimiser les ressources humaines, financières et physiques tout en insistant sur la participation directe des agriculteurs. Nous améliorons les savoirs disponibles en les nourrissant de technologies de pointe.

Pourriez-vous nous fournir quelques exemples ?

Nous travaillons à développer avec les agriculteurs des silos en métal galvanisé pour stocker le maïs. L'ARC redessine le silo métallique, le reconstruit à partir de matériaux disponibles sur place et au moyen de techniques de construction traditionnelles. Les silos sont désormais enduits d'argile, à l'intérieur et à l'extérieur. Leur forme est cylindrique et les deux ouvertures – pour les vider et les remplir – sont obturées avec des panneaux mobiles ajustés et couverts d'argile. Les silos sont dressés sur un socle qui incorpore des pièges à souris et à rats protégeant le maïs de ces espèces nuisibles, et sont placés à l'abri d'un simple auvent pour les maintenir au frais, au sec et à température constante.

Qui en a eu l'idée ?

Cette initiative provient d'un agriculteur local qui a su mobiliser expérience et savoirs locaux. Ces structures peuvent être facilement reproduites et coûtent 15 \$ US (11 €) dans la région pour une capacité de stockage de 250 kg.

Quelles autres technologies les petits paysans ont-ils développées ?

L'ARC a créé une unité de refroidissement par évaporation qui génère du froid efficacement en associant un processus naturel d'évaporation de l'eau avec un système simple et fiable de circulation de l'air. On fait passer l'air extérieur par des tampons humides qui le rafraîchissent par évaporation ; un grand ventilateur le fait ensuite circuler à travers une petite pièce. La fabrication de ce système est relativement bon marché et ne nécessite pas de courant électrique. L'unité est actuellement testée dans les régions rurales du Limpopo, du Cap-Oriental et Occidental. Si elle fait ses preuves, elle sera introduite dans d'autres communautés.

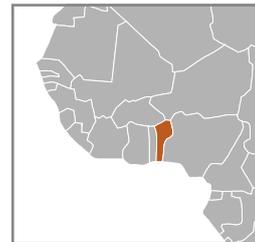
CHIFFRES CLÉS

15 à 25 % du riz, dans la plupart des pays producteurs, est régulièrement perdu pour mauvaise gestion après-récolte.

1/3 de la totalité de la production mondiale en fruits et légumes frais se perd avant d'atteindre les consommateurs.

40 à 100 % des céréales stockées par les agriculteurs sont perdues à cause du charançon et du grand capucin du maïs au Kenya, au Malawi et en Tanzanie.

5 % C'est le pourcentage maximal du financement de la recherche agricole octroyé aux systèmes post-récolte.



Manioc séché, manioc préservé

L'importance des pertes post-récolte a toujours posé problème aux producteurs de manioc. Mais avec l'introduction d'équipements de transformation, les paysans béninois prolongent la durée de vie de cette culture clé. Autre avantage : ils en tirent des revenus plus élevés.

Gâce à de nouveaux équipements, les producteurs béninois de manioc peuvent à la fois réduire leurs énormes pertes post-récolte et gagner plus. "Aujourd'hui, nous transformons notre manioc et le vendons lorsque son prix est élevé", explique Willi Lodjihoude, président du Centre de transformation du manioc de Hounvi. "Auparavant, que le prix soit bon ou non, nous devions récolter et vendre le manioc pour empêcher qu'il ne se gâte au champ." Le manioc est un aliment de base pour plus de 600 millions de personnes dans les pays du Sud, mais la gestion post-récolte reste un véritable défi. Les tubercules de manioc se dégradent naturellement en seulement 2 ou 3 jours et les pertes post-récolte s'élèvent à 35 ou 40 % en moyenne.

Mis en œuvre par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), un projet d'augmentation de la valeur ajoutée du manioc aide à résoudre le casse-tête de la détérioration rapide du produit. En plus de prolonger la durée de vie du produit, le programme aide les agriculteurs à en tirer des revenus plus importants en lui ajoutant de la

valeur. Au Bénin, le Fonds commun pour les produits de base (CFC), qui opère aussi au Nigeria et en Sierra Leone, a mis sur pied des centres de transformation du manioc au profit des communautés rurales d'Adjahonme, d'Amakpa, de Hounvi et Lanta. Les villageois transforment à présent le manioc pour en faire du tapioca, du gari (manioc en granules) et du fofou (bouillie de manioc). Ils utilisent également des séchoirs solaires pour transformer le manioc et l'empêcher de pourrir. Résultat : les revenus des paysans augmentent considérablement.

Portables et motocyclettes

De nombreux agriculteurs ont investi une partie de ces revenus nouveaux dans des portables qu'ils utilisent pour leurs opérations commerciales. Certains ont acheté des motocyclettes pour transporter leurs produits au marché. "J'ai pu acheter un téléphone que j'utilise pour contrôler les prix du marché et contacter nos clients", explique Susanne Honore, secrétaire du Centre de transformation du manioc de Hounvi. ▶

*De gauche
à droite :*

Séchage solaire
de manioc râpé

La transformation
du manioc
en semoule
devient plus facile.

Les feuilles
de manioc servent
à nourrir les porcs.



► La gamme des produits s'élargit et il en va de même des marchés. "Nos produits sont demandés non seulement au Bénin, mais aussi en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo", ajoute-t-elle.

Les membres du CFC se répartissent en deux groupes : ceux qui travaillent sur les exploitations et ceux qui travaillent à l'usine. Le second groupe achète du manioc au premier. Les recettes de la vente des produits du manioc se partagent comme suit : un tiers va aux salariés, un autre tiers paie l'achat de manioc du groupe des producteurs et le dernier tiers est mis de côté pour la maintenance et le réinvestissement.

Les femmes en tête

Dominé à l'origine par les femmes, le groupe d'Hounvi a commencé, par son succès, à attirer des hommes. Emmanuel Katakano est l'un d'eux : "J'étais chauffeur routier, à présent, j'ai rejoint le groupe Hounvi", dit-il. "J'ai pu acheter une motocyclette avec ces revenus." Le groupe diversifie aussi ses activités, avec un élevage de cochons nourris avec les déchets du manioc.

Des réussites du même type ont été observées dans les deux autres pays où ce programme de transformation du manioc a été introduit. Dans l'État de Nasarawa au Nigeria, des centres de transformation villageois ont créé des emplois pour les populations rurales, suscitant chez les agriculteurs un nouvel intérêt pour la production du manioc. Les femmes qui travaillent au Centre Joe Begg de transformation du manioc – l'une des unités opérant à ce jour dans l'État concerné – affirment gagner 7,5 € par jour.

"Outre des gains quotidiens pour les femmes, le centre donne du travail à des transporteurs qui portent le manioc à l'usine, et aux employés qui travaillent là ; il fournit aussi un marché pour les tubercules de manioc d'Abuja, de Nasarawa et des environs", explique Joe Jatau, directeur du centre de transformation du manioc. "Ce qui, en retour, génère d'autres activités dans l'État."

Godwin Atser



Pour aller plus loin

Africa Rice

www.africarice.org

Vidéos sur la gestion des semences et la transformation du riz :

<http://tinyurl.com/6jdz74d>

Textes radiophoniques locaux sur la gestion post-récolte :

<http://tinyurl.com/6knkl15>

CABI

www.cabi.org

• **Actualités et informations**

sur la gestion post-récolte

Magazine bimensuel sur la recherche post-récolte

<http://tinyurl.com/6hbogh1>

CIMMYT

Centre international d'amélioration du maïs et du blé

www.cimmyt.org

• **Questions et réponses sur le projet**

de stockage effectif des céréales

www.cimmyt.org/fr

Conseil pour la recherche agricole

Afrique du Sud

www.arc.agric.za

CTA

La réduction des pertes post-récolte :

un défi pour la communauté scientifique

<http://tinyurl.com/5vqu4rp>

FAO

Gestion post-récolte

<http://tinyurl.com/5tlxjmk>

Réseau d'information sur les opérations post-récolte (INPhO)

<http://tinyurl.com/67jhr44>

IFPRI

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

www.ifpri.org/french

Site AflaControl

<http://tinyurl.com/63sdvm9>

• **Collecte de données sur la prévalence de l'aflatoxine : cadre d'échantillonnage et méthodologie**, août 2010

<http://tinyurl.com/6xuvqh2>

Système d'information sur les pertes post-récolte

www.phlosses.net

Un succès en ville

Tubercule ancestral, l'igname est aussi un produit d'avenir. Variétés améliorées, plus productives, et nouvelles présentations, mieux adaptées aux consommateurs des villes, promettent un retour en grâce de cette plante, principalement cultivée en Afrique de l'Ouest.

L'igname compte plus de 600 espèces, la plupart tropicales, dont une dizaine cultivées régulièrement aujourd'hui. Les variétés les plus courantes sont *Dioscorea cayensis* (à chair jaune) et *Dioscorea rotundata* (à chair blanche). Utilisée en Papouasie-Nouvelle-Guinée il y a 10 000 ans, l'igname est encore très présente dans les jardins des îles du Pacifique (Vanuatu en particulier) et dans les Caraïbes (Haïti, République dominicaine). Mais c'est l'Afrique de l'Ouest qui assure plus de 95 % de la production mondiale. La "ceinture de l'igname" regroupe cinq pays : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Togo. Sur 4,6 millions d'hectares plantés dans le monde en 2007, 4,3 millions se trouvaient en Afrique centrale et de l'Ouest. Loin en tête, le Nigeria assure 66 % de la production mondiale (53 millions de tonnes en 2008 selon la FAO).

Plante herbacée annuelle à longues tiges qui croissent en s'enroulant sur divers supports, l'igname produit un à cinq tubercules de forme variée par pied, dont le poids peut atteindre 5 kg. Certaines espèces produisent de la dioscorine, un alcaloïde toxique détruit par la cuisson. Mais l'igname, riche en amidon et en protéines, est très recherchée. Elle pousse sur des sols légers et bien drainés, et souvent les terres les plus fertiles lui sont réservées.

Au cours des années, hausse de la demande et intensification de la production aidant, les producteurs ont été confrontés à des difficultés. La baisse de fertilité des sols, la croissance



© J.-T. Olivier, IITA

des maladies liée à l'intensification des cultures et un coût important des semences (qui représentent 30 à 50 % des coûts de production) ont constitué d'importants freins à son développement. L'igname a alors fait l'objet de nombreuses recherches. À la clé, des résultats concluants.

La recherche au secours de la production

Les conditions de production de l'igname (variétés, itinéraires techniques) sont longtemps restées traditionnelles. Dès les années 2000, des programmes de recherche ont permis la mise au point de variétés améliorées à hauts rendements, résistantes aux pressions parasitaires et présentant de bonnes qualités culinaires. Les résultats ont été très positifs, les variétés améliorées se diffusant de paysan à paysan parfois plus rapidement que via la vulgarisation agricole. Signe d'un intérêt mondial renouvelé pour l'igname, source de revenus et de sécurité alimentaire, un programme de recherche pour l'amélioration et la promotion de l'igname en Afrique centrale et de l'Ouest est appuyé, depuis début 2010, par l'UE. Géré par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA, Nigeria), ce programme, qui rassemble 13 instituts de recherche de six pays (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Togo), vise à répondre aux difficultés des producteurs dans un cadre sous-régional de recherche pour le développement.

Nouveaux produits

Au moins 60 millions de personnes consomment quotidiennement l'igname en Afrique, avec une moyenne annuelle de 61 kg/capita en Afrique de l'Ouest. Dans cette région, le plat d'igname par excellence est le *foufou* (igname

pilée), mais on la consomme aussi braisée, étuvée ou frite. On produit enfin de la farine d'igname à partir de cossettes (tubercules précuits et séchés). Cette farine sert à préparer couscous, beignets, bouillies, etc. La disponibilité en igname fraîche sur les marchés étant saisonnière, la farine a contribué à son développement et à la conquête des marchés urbains.

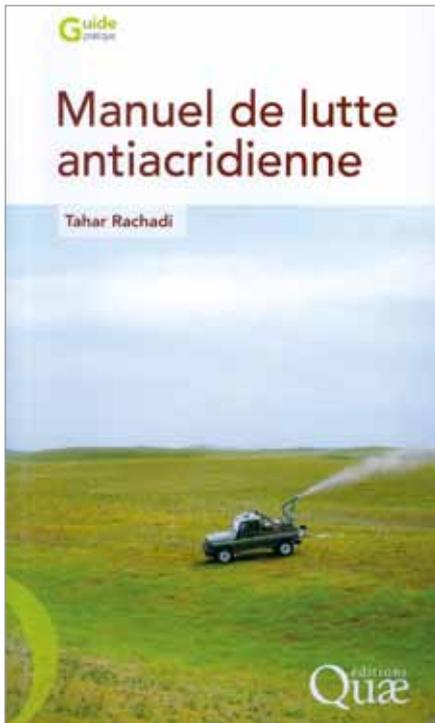
La consommation urbaine d'igname absorbe aujourd'hui 48 % de la production. Mais les marchés des villes sont loin d'être saturés. En matière de transformation, des études sur la filière igname en Afrique de l'Ouest suggèrent ainsi de développer des techniques simples comme le tranchage mécanique, qui facilite le séchage. Celui-ci permettrait de réduire les contraintes liées à la commercialisation de tubercules frais et de diversifier une filière à laquelle le consommateur africain est très attaché.

Conserver la diversité

Dans la plupart des pays africains où l'igname est aujourd'hui cultivée, un grand nombre de variétés potentiellement importantes n'existent que dans les champs et risquent de disparaître, détruites par des catastrophes naturelles ou des conflits.

Face à ce constat, producteurs et scientifiques ont lancé une initiative ambitieuse pour sauver la diversité de cette plante : protéger 3 000 échantillons d'igname dans des banques de gènes. Ce projet, mené par l'IITA dans le cadre du Fonds mondial pour la diversité des cultures, portera en majorité sur des variétés africaines mais aussi des Caraïbes et du Pacifique. Sécuriser des siècles de culture de l'igname, c'est aussi assurer son avenir. ■

Optimiser la lutte antiacridienne



Manuel de lutte antiacridienne

Par T. Rachadi
Collection Guide pratique
Quæ / CTA, 2010, 175 p.
ISBN 978-2-7592-0866-1
CTA n° 1614
10 unités de crédit



penche sur les différents modes de pulvérisation disponibles actuellement sur le marché.

Une première partie expose les principes de base de la pulvérisation à prendre en compte pour optimiser le traitement : densité, taille, spectre des gouttelettes, hauteur de pulvérisation en fonction du couvert végétal, des conditions météorologiques et du type de matériel utilisé. Ce dernier point est décrit dans une deuxième partie : pulvérisateurs portatifs, portés par un véhicule, ou épandage aérien. La synthèse entre mode de traitement et matériel utilisé permet, dans une dernière partie, de définir la meilleure pratique de traitement selon chaque cas.

La sécurité et l'efficacité des pesticides utilisés dans la lutte antiacridienne dépendent largement du matériel d'application et de la manière dont il est utilisé. La gamme des outils de pulvérisation est relativement sophistiquée et requiert, de la part des utilisateurs, un haut niveau de maîtrise aussi bien pour l'utilisation que pour l'entretien. Ce savoir-faire permet une plus grande efficacité du produit et donc moins de traitements, moins de dépenses et moins de risques pour l'environnement. Cet ouvrage se

Traction animale pratique



La traction animale
Par P. Lhoste,
M. Havard et E. Vall
Collection Agricultures
tropicales en poche
Quæ, CTA, Presses
agronomiques de Gembloux,
2010, 240 p.
ISBN 978-2-7592-0886-9
CTA n° 1624
10 unités de crédit

L'utilité des animaux de trait dans les exploitations agricoles familiales n'est plus à démontrer et leur usage continue à se propager dans les pays en développement pour faciliter le transport et le travail du sol. Utiliser la traction animale nécessite pourtant certaines connaissances de base que cet ouvrage très pratique expose. Il se fonde sur de nombreuses expériences qui sont relatées et analysées en détail pour en identifier les clés du succès et les causes des échecs. Après un exposé sur le rôle et l'utilisation de la traction animale dans l'exploitation familiale, il présente les différents aspects techniques de l'utilisation de la traction animale : critères de choix des animaux, dressage, alimentation, bien-être, logement, santé, harnachements, équipements de culture et de transport, leur fabrication et leur entretien. En guise de conclusion, l'ouvrage dresse les perspectives historiques de la traction animale dans un contexte de développement durable.

Accompagné d'un cédérom et illustré de nombreuses photos et schémas, il est destiné en priorité aux exploitants agricoles, aux techniciens et aux agents de développement.

▼ Coton et agriculture

L'exemple de la Haute-Guinée ces vingt dernières années montre comment un pays peut développer ses zones rurales à partir de la culture du coton. L'ouvrage analyse également l'impact du soutien ou non des politiques dans cette évolution.

La production cotonnière en Haute-Guinée

Par O. Sangaré
L'Harmattan, 2010, 234 p.
ISBN 978-2-296-13256-6
20,43 €
Ebook : 18,39 €
Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris, France
Fax : +33 1 43 25 82 03
www.editions-harmattan.fr

▼ Pisciculture pour tous

Ce dépliant explique comment s'y prendre pour gagner sa vie avec la pisciculture, et plus particulièrement en élevant des tilapias. Le processus est découpé en neuf étapes, depuis le choix de l'emplacement de l'étang jusqu'à la pêche, le stockage et la conservation du poisson.

Gagner sa vie avec la pisciculture

Collection Guides pratiques du CTA, n° 9
CTA, 2010, 8 p.
ISSN 1874-8864
CTA n° 1607
1 unité de crédit

▼ Portail agricole

Agrocom, portail camerounais d'information agricole, a été créé par une organisation professionnelle qui regroupe les entreprises, coopératives, fédérations de producteurs, transformateurs et exportateurs de fruits et légumes du pays. On y trouve un historique de l'organisation, des actions menées, et aussi des articles sur des produits cultivés comme la banane plantain, le maïs ou encore les racines et tubercules.

Agrocom
www.agrocomcm.org

Agrodok, la compil



Agromisa & CTA,
20 ans de collaboration
Agromisa/CTA, 2010
ISBN 978-90-8573-117-7
CTA n° 1612
5 unités de crédit
<http://tinyurl.com/6ferlto>

 Vingt ans de collaboration, ça se fête, évidemment. Et pour marquer l'événement, le CTA et Agromisa ont choisi de publier un cédérom qui comprend, miracle de la technologie numérique, pas moins de 48 ouvrages (en PDF) de la célèbre collection Agrodok en anglais, français et portugais. Ces manuels pratiques à bas prix à la couverture jaune sont un outil de vulgarisation et de transfert des connaissances reconnu, à destination des communautés rurales et des agents de développement. Le cédérom contient également des ouvrages des collections Agrosource, Agrobrieff, Agroposter, Agrospecials et Q&R. Par rapport à la version papier, le cédérom a comme avantage, outre son encombrement très réduit, de disposer d'un outil de recherche performant qui permet, à partir d'un mot clé, de trouver tous les passages traitant du sujet sur l'ensemble des ouvrages qu'il contient.

Un autre index affiche tous les documents disponibles, classés par grands thèmes : économie, production animale, production plante, sol, eau et environnement, traitement alimentaire, etc.

▼ Thons de l'océan Indien

À travers près de 300 cartes, cet atlas dresse un bilan détaillé de l'évolution des pêcheries thonières tropicales de l'océan Indien depuis les années 1950. S'adressant aux scientifiques, aux professionnels de la pêche et aux décideurs, il constitue un document de référence pour les acteurs impliqués dans la conservation des thons de l'océan Indien et l'avenir de ses pêcheries.

Atlas des pêcheries thonières de l'océan Indien
Par A. Fonteneau
IRD, 2010, 189 p.
ISBN 978-2-7099-1697-4
30 €
IRD Editions
Centre IRD de Montpellier
911, avenue Agropolis
BP 64501, 34394 Montpellier cedex 5, France
editions@ird.fr
www.ird.fr/editions

Mieux lutter contre les nématodes



Les nématodes des plantes :
un guide pratique des techniques de terrain et de laboratoire
Par D.-L. Coyne, J.-M. Nicol et B. Claudius-Cole,
IITA/CTA, 2010
ISBN 978-131-348-X
CTA n° 1628
20 unités de crédit

 En interférant avec la croissance des plantes et la production des cultures, les nématodes parasites constituent une forte contrainte en agriculture de subsistance, d'autant plus qu'ils peuvent être difficiles à contrôler. Beaucoup reste à apprendre sur eux et sur les dommages qu'ils occasionnent.

Ce guide se veut un outil simple et facile à utiliser pour identifier les problèmes dus à ces nématodes. Il fournit des instructions, largement illustrées, sur les procédures de collecte et d'extraction des nématodes, ainsi que sur leur identification et les diagnostics. Il s'adresse en priorité aux techniciens et ingénieurs de terrain et de laboratoire, à tous les professionnels intéressés par les productions agricoles et la protection des plantes, particulièrement à tous ceux qui, dans certaines parties du monde, n'ont qu'un accès limité aux aides techniques et aux laboratoires. Il devrait simplifier certains aspects de la nématologie et aider à dissiper quelques mystères liés à ces ravageurs des cultures.

▼ Nature et bénéfiques

Les coûts liés à la dégradation des écosystèmes et à la perte de la biodiversité sont exorbitants, estime une étude consacrée à l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (The Economics of Ecosystems and Biodiversity – TEEB). Ce document énumère les bénéfices que la planète obtient gratuitement de la nature et suggère de suivre l'exemple de certains pays qui intègrent déjà la biodiversité comme paramètre dans les décisions quotidiennes des citoyens et des responsables politiques.

www.teebweb.org

Femmes et TIC



GenARDIS 2002-2010 :
petites subventions,
grands changements
pour les femmes
rurales
APC, 2010, 48 p.
ISBN 92-95049-82-9
Téléchargeable en PDF sur :
<http://tinyurl.com/6e5ekn2>

■ Les femmes de nombreux pays ACP sont confrontées à des obstacles considérables dans l'accès aux nouvelles technologies et aux informations vitales diffusées par les TIC. Or ce savoir pourrait avoir de formidables répercussions sur leurs vies et celles de leurs familles, par leur capacité à améliorer la production agricole, les gains sur les marchés et les services de santé et d'appui. Le programme de petites subventions pour le Genre, l'agriculture, le développement rural et la société de l'information (GenARDIS) a été lancé en 2002, en appui au travail sur les questions de genre relatives aux TIC dans les ACP. Il accorde des fonds de démarrage aux groupes locaux afin qu'ils puissent amorcer ou intensifier l'utilisation des TIC.

Désormais, un livre nous raconte l'histoire de GenARDIS. Il dépeint des projets variés, groupes de théâtre radiophonique de femmes, contrôle des animaux nuisibles grâce à l'accès aux informations, technologie pour promouvoir les droits des femmes à la terre et à l'héritage. Il décrit comment des bénéficiaires ont aidé des femmes sourdes en Éthiopie à acquérir des revenus propres grâce à la photographie numérique et comment des femmes rurales ont amélioré les prix obtenus au marché grâce au simple usage d'un SMS.

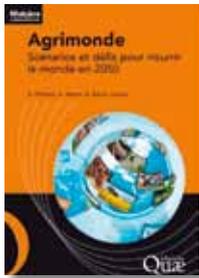
▼ Écotourisme aux Caraïbes

Les petites îles des Caraïbes ont été longtemps tenues à l'écart de la manne touristique. Aujourd'hui, le modèle touristique développé à Saint-John fait figure d'exemple. La Dominique possède les atouts nécessaires pour se développer à partir d'un tourisme vert tandis que la Guadeloupe révèle un grand intérêt en matière de biodiversité.

Atouts et limites du tourisme durable dans la Caraïbe micro-insulaire

Par V. Irep
L'Harmattan, 2010, 1 020 p.
ISBN 978-2-296-13100-2
49 €
Adresse L'Harmattan, voir page 21

Quelle recherche à l'horizon 2050 ?



Agrimonde, scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050

Par S. Paillard, S. Treyer et B. Dorin, coordinateurs
Quæ, 2010, 299 p.
ISBN 978-2-7592-0889-0
42 €
Éditions Quæ
c/o Inra
RD 10
78026 Versailles Cedex, France
Fax : +33 1 30 83 34 49
serviceclients-qua@versailles.inra.fr
www.quae.com

■ En 2050, l'agriculture mondiale devra être en mesure de produire suffisamment de nourriture pour neuf milliards d'habitants. En même temps, elle devra être durable, c'est-à-dire préserver les ressources qui lui permettent de produire les biens alimentaires, le tout dans un contexte de raréfaction des énergies fossiles. Dans cette perspective, l'INRA et le CIRAD ont lancé, en 2006, une plate-forme de réflexion sur les enjeux des systèmes agricoles et alimentaires mondiaux et sur les questions prioritaires auxquelles la recherche agronomique va devoir se confronter.

Cet ouvrage présente de façon synthétique et illustrée les principaux résultats de cette prospective fondée sur deux scénarios décrivant des futurs possibles très contrastés. Le premier de ces scénarios table sur un prolongement de la trajectoire actuelle. Le second envisage un rééquilibrage de l'alimentation entre pays développés et pays en développement, permettant ainsi la durabilité du système. La lecture de cet ouvrage intéressera les décideurs, les professionnels de l'agriculture et tous les acteurs de la recherche.

▼ Les moteurs du changement

Un magazine électronique sud-africain cherche des manières innovantes de surmonter la pauvreté, en particulier via l'intégration régionale. Il héberge des recherches, des initiatives pratiques et des programmes en cours en Afrique australe, avec des profils de personnes ou de groupes, moteurs du changement. Lecture, impression et téléchargement sont gratuits en ligne.

Téléchargeable sur :
www.changemudanca.org

Images de paysans



À la rencontre des paysans du monde

Par Y.-M. Allain (textes) et D. Gentilhomme (photos)
Quæ, 2010, 144 p.
ISBN 978-2-7592-0852-4
29,50 €
Livre numérique : 20,60 €
Adresse Quæ, voir ci-contre

■ Partir à la rencontre des paysans du monde, c'est partir à la découverte d'une diversité quasi infinie et complexe. Paysans des plaines et des montagnes, des tropiques et des pays tempérés ; sédentaires et nomades ; éleveurs et cultivateurs ; céréaliculteurs, arboriculteurs et maraîchers ; propriétaires, métayers, fermiers et paysans sans terres... Tous se sont donné rendez-vous au fil des pages de ce livre qui décrypte la mosaïque de l'agriculture mondiale. Au-delà de l'évidente diversité, de frappantes similitudes apparaissent : l'âpreté du travail, la fierté d'un métier en lien avec la nature.

Ce voyage autour du monde paysan est richement illustré en photos expressives, prises sur le vif dans l'intimité de la vie quotidienne laborieuse de ces hommes et femmes qui vivent et travaillent au rythme de la nature. Une sensation de lenteur, loin de l'agitation des villes, se dégage de ces photos et des textes qui les accompagnent. On devine la précision du geste maintes fois répété, rythmé par les saisons, depuis les semis jusqu'aux récoltes, en passant par la floraison et la maturation. Effort se lit sur les visages, jeunes et moins jeunes, souvent illuminés d'un sourire contagieux.

▼ La pauvreté rurale en recul

Le rapport 2011 du Fonds international de développement agricole (FIDA) sur la pauvreté rurale annonce un recul général de l'extrême pauvreté dans les zones rurales des pays en développement. Il constate néanmoins des blocages persistants, et appelle gouvernements et donateurs à davantage d'efforts pour les zones rurales.

Rapport en anglais, résumé en français, cartes sont téléchargeables gratuitement sur :
<http://tinyurl.com/33gl7ua>

Consommer demain



Le système alimentaire mondial - Concepts et méthodes, analyses et dynamiques

Par J.-L. Rastoin et G. Ghesri
Quæ, 2010, 565 p.
ISBN 978-2-7592-0610-0
45 €
Version PDF : 31,50 €
Adresse Quæ, voir ci-contre

■ L'alimentation est aujourd'hui reconnue comme une question complexe qui ne peut se résumer à la recherche de l'équilibre entre offre et demande de produits alimentaires. L'organisation des filières, le pouvoir de négociation des différents acteurs, l'organisation des systèmes de distribution d'intrants ou encore les instruments de stabilisation des prix à la disposition des pouvoirs publics sont reconnus comme des paramètres majeurs de cette question alimentaire.

Cet ouvrage constitue une première tentative de synthèse des différents facteurs composant l'équation de la faim. Il présente les théories, méthodes et concepts fondateurs les plus récents ainsi que des analyses empiriques et historiques sur ce problème très actuel de l'alimentation. La conclusion ouvre des réflexions sur les perspectives possibles du système alimentaire mondial et les options qui se présentent aux différents acteurs pour organiser la transition vers un nouveau modèle durable. Destiné à un public d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, il peut également intéresser les professionnels impliqués sur le terrain de l'alimentation.

▼ Élever des porcs sains

Comment choisir une bonne race de porcs, gérer son troupeau, loger, nourrir et soigner ces animaux ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles répond ce livret qui a pour but d'aider à la relance de l'élevage porcin à Maurice, affecté à plus de 50 % en 2007-2008 par la fièvre porcine africaine.

Élevage porcin : un guide pour les éleveurs

Agricultural Research and Extension Unit (AREU), 2010, 40 p.
Information Unit, AREU
1^{er} étage, bât. FSC
Saint-Pierre, Maurice
Tél. : +230 433-4378 / 433-9350
Fax : +230 433-9351
areuext@intnet.mu
areu@intnet.mu

Forêts, gouvernance et décentralisation



Gouverner les forêts africaines à l'ère de la mondialisation

Édité par L.-A. German, A. Karsenty et A.-M. Tiani
CIFOR, 2010, 448 p.
ISBN 978-602-8693-17-2
CIFOR
Jalan CIFOR, Situ Gede
Bogor Barat 16115
Indonésie
Fax : +62 251 8622100
cifor@cgiar.org
www.cifor.cgiar.org
Téléchargeable sur :
<http://tinyurl.com/6zdudhn>

■ La forêt africaine est aujourd'hui au cœur de très importants enjeux, décisifs pour son avenir et celui de ceux qui en vivent. La décentralisation est un de ces enjeux essentiels puisqu'elle redistribue sa gestion à de nouveaux acteurs dans un contexte marqué par une très forte pression du commerce international, très demandeur de produits forestiers. De nouveaux acteurs sont apparus comme la Chine et les nouveaux mécanismes de crédit carbone. La décentralisation est également confrontée à de graves problèmes de corruption et à l'exploitation illégale, qui mettent en péril les tentatives de gestion durable de la ressource.

Cet ouvrage fait le point sur les différentes forces qui façonnent le secteur forestier africain puis analyse leurs effets sur les moyens de subsistance, l'état de la forêt et l'équité. Les résultats sont regroupés en deux domaines thématiques : d'une part la décentralisation, les moyens de subsistance et la gestion des forêts, d'autre part les échanges internationaux, la finance et les réformes de gouvernance du secteur forestier.

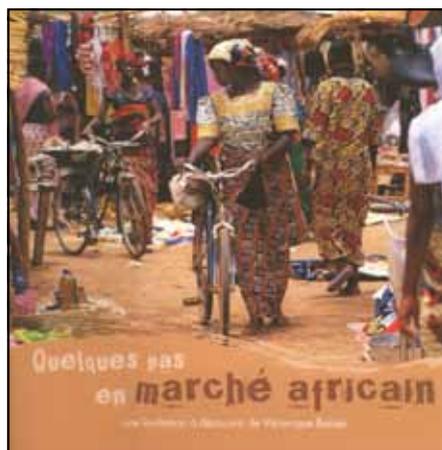
▼ Santé et environnements

À partir de zones géographiques du Sud et du Nord, cet ouvrage présente un large éventail de configurations dans lesquelles s'exprime la complexité des relations entre santé et environnements, dans leur rapport avec les groupes humains. Il éclaire les différentes facettes du risque environnemental.

Sociétés, environnements, santé

Par N. Vernazza-Licht,
M.-E. Gruénais et D. Bley
IRD, 2010, 364 p.
ISBN 978-2-7099-1694-3
38 €
Adresse IRD, voir page 22

Au cœur des marchés



Quelques pas en marché africain

Par V. Baisse
Éditions Véronique Baisse, 2010, 143 p.
ISBN 978-2-9536750-0-9
35 €
veroniquebaisse.editions@gmail.com

et un métiers qui s'y pratiquent. Ne manque que les odeurs de mangue, de pain chaud, de dolo et de poisson grillé dans ce beau livre qui a permis, grâce à une souscription, de venir en aide aux familles les plus touchées par les inondations provoquées par la rupture d'un barrage au Burkina Faso.

■ S'il est un lieu que l'on ne finit jamais de découvrir, car en perpétuel mouvement, c'est bien le marché africain. Lieu de rencontres, de croisement et d'échanges, le marché africain foisonne de vie. Il attire les sociologues et autre chercheurs mais fascine aussi les photographes. Très peu de textes donc, mais de superbes photos dans ce livre qui explore coins et recoins de quelques marchés du Burkina Faso et du Mali.

Plus qu'à un simple voyage touristique, ces photos appellent à la réflexion sur ces lieux si essentiels de la vie quotidienne africaine dont ils sont aussi un reflet fidèle et en permanence actualisé. On y décrypte les cultures, les pénuries alimentaires, l'arrivée du modernisme avec les téléphones portables, les modes vestimentaires, les mille

▼ Agriculture écologiquement intensive

Les nouveaux besoins alimentaires et en terre, la crise économique et les nouvelles technologies débouchent sur une nécessaire mutation de l'agriculture. Ce livre tente de démontrer que celle-ci devra être fondée sur l'écologie scientifique, et nécessitera une politique agricole où les agriculteurs gèrent à la fois la production et les écosystèmes.

Pour des agricultures écologiquement intensives – Des territoires à haute valeur environnementale et de nouvelles politiques agricoles

Par M. Griffon
Éditions de l'Aube, 2010, 143 p.
ISBN 978-2-8159-0029-4
14 €
Éditions de l'Aube
Rue Amédée Giniès
84240 La Tour-d'Aigues
France
<http://aube.webdigitales.com/>

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA. Seules les organisations agricoles et rurales résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (<http://cta.esmarthosting.net/>). Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Ltd
PO Box 119, Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : + 44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk



5 QUESTIONS À JUDITH FRANCIS SUR :

LES SCIENCES ET L'INNOVATION

Coordinatrice principale du programme Sciences et Technologies du CTA, Judith, avant de rejoindre notre organisation, a travaillé avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.

Elle y gérait un programme réunissant 15 pays sur l'expansion de l'industrie des fruits tropicaux et promouvant la technologie et l'innovation. Depuis septembre 2003, elle orchestre un dialogue permanent entre chercheurs, responsables politiques et acteurs du développement agricole

1 On parle beaucoup d'innovation dans le domaine agricole et rural, comment définissez-vous cette notion ?

Les gens confondent généralement innovation et invention et nous devons les distinguer. L'invention est une nouvelle technologie ou une idée nouvelle à laquelle on a donné forme (le tracteur par exemple) et qui présente un potentiel d'utilisation. Lorsque les « technologies » restent au placard, on considère que les investissements sont perdus. C'est l'une des critiques majeures adressées aux résultats de la recherche et du développement dans les pays ACP. D'un autre côté, nous pouvons innover en matière de produits (avec, par exemple, la création de chips de manioc aromatisées à l'ail), en matière de

services (e-marketing de produits agricoles) ou de processus (nouveaux arrangements organisationnels pour faire de la recherche afin de réduire les coûts, augmenter les résultats et parvenir à l'impact souhaité). L'innovation est l'application de savoirs (anciens ou nouveaux) qui crée de la valeur pour les utilisateurs en bout de chaîne. Elle stimule la compétition et contribue au développement socio-économique. C'est un processus permanent.

2 Les scientifiques et les ruraux ACP communiquent-ils ? Dans quelle mesure les scientifiques intègrent-ils les savoirs traditionnels dans leur travail ?

Les savoirs scientifiques et les savoirs traditionnels peuvent s'enrichir mutuellement pour stimuler l'innovation. En 2010, lorsque le Comité consultatif pour les sciences et la technologie pour le développement agricole et rural dans les pays ACP a réfléchi à la question en Afrique du Sud, nous avons convenu que l'intégration de ces deux types de savoirs permettrait d'exploiter des opportunités négligées d'identification et d'élaboration de nouveaux produits et solutions adaptés aux problèmes complexes auxquels le secteur agricole est confronté. Nous avons également pris note des difficultés.

3 Qu'est-ce que le Programme ASTI ?

Lorsque le CTA a lancé son programme stratégique pour les sciences et la technologie en 2003, nous avons commencé à former des experts ACP à comprendre les processus d'innovation et à analyser le système "Science, technologie

et innovation agricoles" (ASTI), basé sur une approche systémique d'innovation. Nous avons voulu créer une masse critique de chercheurs dans les pays ACP, qui pourraient influencer et s'engager dans les politiques et processus liés à la science, la technologie et l'innovation en appui au développement agricole et rural.

4 Comment ce programme améliore-t-il les conditions de vie dans les campagnes ACP ?

Les défis complexes du développement agricole et rural appellent de nouvelles solutions et les chercheurs doivent être à même de soutenir leurs pays et communautés – des décideurs politiques aux agriculteurs – pour relever ces défis. Nous ne pouvons produire ou commercer sans science ni technologie, et nous ne pouvons pas non plus faire face au changement climatique sans une solide base scientifique.

5 Comment la science et l'innovation peuvent-elles aider à résoudre les crises alimentaires et à assurer la sécurité alimentaire ?

Nous devons produire plus de nourriture avec moins de ressources en terre et en eau. Nous devons exploiter notre biodiversité et nos savoirs autochtones pour créer des cultivars et des races animales améliorés et capables de s'adapter à des conditions climatiques changeantes. Nous devons réduire les pertes post-récolte et transformer les produits agricoles bruts pour prolonger leur durée de vie. Ces trois exemples seuls, montrent pourquoi la région ACP a besoin de science et d'innovation.

Mes 5 dates

- 1980** Décès de ma jeune sœur : j'ai appris à apprécier les personnes à leur juste valeur et à profiter de la vie
- 1989** Naissance de mon fils : la Saint-Valentin sera toujours un jour particulier
- 1997** Second programme international de bourses, incluant un cours sur la Gestion de la technologie et de l'innovation aux Pays-Bas
- 2003** Arrivée en septembre au CTA, où j'aime mon métier
- 2008** Décès de mon père ; j'ai pu achever une importante réunion. Il m'avait enseigné la discipline



PUBLICATIONS

CTA Éditions : notre nouveau site bientôt en ligne

Vous recherchez des publications ? Le CTA s'apprête à lancer un site radicalement nouveau. Clairement organisé, attractif et très facile d'emploi, CTA Éditions va permettre à tous nos abonnés de consulter l'ensemble du catalogue des livres, CD et DVD que nous publions, représentons ou distribuons. D'un clic, vous découvrirez les ouvrages classés par thème ou par collection. Vous pourrez télécharger certaines publications ou – si vous êtes abonné – commander vos publications en ligne. Si vous n'êtes pas encore abonné, un espace vous permettra de



prendre connaissance des possibilités d'abonnement gratuit ou d'achat de livres que nous vous offrons.

Si votre inscription est validée, vous pourrez alors sélectionner et commander, simplement et rapidement, les publications qui vous intéressent. Enfin, vous pourrez aussi choisir de recevoir le bulletin électronique des nouvelles publications tous les mois. Le site devrait paraître en ligne en août prochain. Rendez-vous au prochain numéro pour plus de détails.

ÉVALUATIONS

Mieux servir les chercheurs et les hommes de terrain

Le CTA évalue actuellement deux de ses programmes : la diffusion sélective de l'information (DSI) vers les chercheurs ACP et les services questions-réponses (SQR). Le but ? Réfléchir aux moyens d'adapter ou de faire évoluer ces services dans une période d'intense bouleversement des systèmes d'information.

TEXTOS

- Le CTA organise en novembre prochain une grande conférence internationale sur la vulgarisation (francis@cta.int)
- Ouvrez l'œil : vous allez bientôt recevoir la lettre d'information électronique du Centre
- À paraître ce mois-ci la première Note de réflexion politique du CTA *De la crise à la sécurité alimentaires dans les pays ACP*
- Vous avez entendu parler des *Briefings de Bruxelles* ? Visionnez leur vidéo sur <http://brusselsbriefings.net>



Lorsque nous avons demandé aux chercheurs ACP de se réinscrire pour bénéficier du service DSI, nous avons constaté que seul un tiers des bénéficiaires renouvelaient leur inscription. Les problèmes de communication et de connexion à Internet en sont-ils la cause ? Les chercheurs ont-ils un meilleur accès à une information précise et détaillée ? Préfèrent-ils d'autres bases de données ? Cette évaluation doit nous permettre, si nécessaire, de revoir notre approche en matière d'information destinée aux chercheurs, à la lumière, bien sûr, des grands principes de notre nouveau Plan stratégique.

L'évaluation des services questions-réponses, quant à elle, répond à un double

objectif : évaluer leur impact et leur efficacité à long terme ; mesurer l'intérêt d'autres approches expérimentales qui pourraient permettre de compléter les prestations fournies par les différents services-conseils en milieu rural. Elle couvrira aussi des études de cas en Afrique du Sud, au Cameroun, au Ghana et en Ouganda. Autant de pays où les SQR ont pris des formes différentes : systèmes de bons offerts aux producteurs/agriculteurs en Ouganda, contact avec des experts par GSM au Cameroun, programmes radios au Ghana et bulletin d'information en Afrique du Sud. Il s'agira non seulement d'apprécier les performances de ces services mais également de déterminer avec précision les méthodes les plus efficaces.



Indispensable information

L'interview de Sarah Ogalleh Ayeri a retenu l'attention de **M. Obed Tuabu** qui nous dit : "Ceci est louable : n'épargnez pas vos efforts ! J'aime le fait que la coopération des agriculteurs vous ait motivée pour poursuivre vos recherches. Ce que j'ai observé pendant des années en tant que chercheur en études agraires, c'est que les cultivateurs sont toujours désireux d'apprendre de nouvelles choses pour augmenter la productivité de leurs terres. En pratique, je pense que les agriculteurs ont plus besoin de cette information que les décideurs politiques. Tant d'excellents résultats de recherche traînent sur les bureaux des décideurs politiques, qui n'ont jamais dépassé le stade de l'observation pour passer à celui de la mise en œuvre. L'Afrique est fatiguée de cette frilosité à adopter de saines mesures politiques pour atténuer les dangers menaçant l'agriculture et la sécurité alimentaire future – ou s'y adapter –, en lien avec le changement climatique. J'encourage les ONG dont les efforts durant des années ont amélioré les moyens de subsistance en Afrique à collecter les résultats de recherche et à les retravailler sous forme de notes politiques, pour obtenir de meilleurs résultats dans le secteur de l'agriculture. Je vous félicite encore une fois Sarah !"

La force du piment

M. Jimoh John quant à lui s'amuse : "Quelle merveilleuse découverte d'apprendre que les éléphants peuvent être repoussés avec juste du piment !"

Encore plus accessible



Lecteur de longue date de Spore, **M. Frank Hagan** suggère quelques modifications : "Les caractères imprimés sont trop petits pour ceux d'entre nous qui n'ont pas une vision parfaite. J'ai le sentiment que les adresses postales, les courriels ou les adresses de sites Internet seraient plus utilisés s'ils étaient écrits en caractères plus grands et gras. Je pense aussi que l'on devrait nous informer des résultats des applications fonctionnelles des innovations ou processus présentés dans Spore (...). L'impact des reportages vidéo est immense et nous voudrions en voir plus sur Internet, sous des formes accessibles."

Il conclut ses remarques en proposant un thème d'article : "Je suis tombé sur la technique de 'l'aquaponie' sur Internet et j'aimerais beaucoup la voir traiter dans Spore. En résumé, l'aquaponie consiste à cultiver des légumes-feuilles en symbiose avec un élevage de poissons ; ce système fermé ne nécessite aucun intrant chimique artificiel."

Nous remercions vivement ce lecteur pour ses commentaires et suggestions dont nous tiendrons compte. N'hésitez pas à nous écrire et à nous communiquer vos remarques et avis sur Spore ! Ces courriers nous engagent à poursuivre nos constants efforts d'amélioration et d'enrichissement de votre magazine !



Services aux lecteurs Écrire à Spore

CTA — rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA *Spore* subscriptions, PO Box 173 6700 AJ Wageningen Pays-Bas ou spore@cta.int
- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir page 24).

RECEVOIR LE RÉSUMÉ
GRATUIT PAR E-MAIL
Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à : <http://spore.cta.int>
ou envoyez un e-mail vierge à : join-spore-fr@lists.cta.int
Pour la version texte seulement : join-spore-text-fr@lists.cta.int

LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez spore.cta.int
- par satellite : captez les émissions de *Spore Plus* sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : spore@cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



Quelles innovations dans le domaine des TIC pour les producteurs et les communautés rurales?

<http://ictupdate.cta.int>

Abonnez-vous gratuitement!

Découvrez tous les deux mois comment les TIC transforment l'agriculture et le développement rural en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Titre M. Mme Melle Prof Dr Ing

Prénom _____ Nom _____

Nom de l'organisation _____

Département _____

Adresse postale ou rue + numéro _____

Ville _____ Pays _____

E-mail _____

Je souhaite recevoir ICT Update en français anglais

A envoyer à: ICT Update, CTA, PO Box 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas



Un abonnement gratuit à ICT Update est offert à toute organisation ou ressortissant d'un Etat membre de l'UE ou d'un pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) impliqué dans le développement agricole et rural. Les personnes qui ne répondent pas à ces critères peuvent acheter le magazine auprès de notre distributeur commercial, SMI. L'achat peut être réalisé en ligne www.earthprint.com, par e-mail à l'adresse cta@earthprint.co.uk ou par voie postale SMI, PO Box 119, Stevenage, Hertfordshire, SG1 4TP, Royaume-Uni.